



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



*Community Participation for Equity & Quality
in Basic Education in Guinea*

PACEEQ

USAID COOPERATIVE AGREEMENT N° 675-A-00-01-00163-00

RAPPORT FINAL

**ETUDE D'IMPACT A LONG TERME DE L'APPUI DU
PACEEQ AUX APEAE DE BASE DES REGIONS DE
MAMOU, FARANAH, LABE ET KANKAN**

Préparé par :
Saliou Cherif DIALLO
Consultant Indépendant
Spécialiste de Suivi-Évaluation

Janvier-Février 2007

Partenaires du PACEEQ :



Sommaire

	Remerciements	4
	Résumé	5
1.	Introduction	11
2.	Rappel des termes de référence	12
3.	Méthodologie de l'étude.....	13
	3.1 Contacts préliminaires.....	13
	3.2 Revue documentaire	13
	3.3 Choix de l'échantillon	13
	3.4 Elaboration et test du guide d'entretien	14
	3.5 Recueil des informations sur le terrain.....	15
	3.6 Exploitation des informations et analyse des données.....	15
4.	Présentation sommaire du PACEEQ	15
	4.1 Bref aperçu sur la genèse du projet	15
	4.2 Objectifs du PACEEQ.....	16
	4.3 Mise en œuvre du PACEEQ.....	17
	4.4 Approche d'intervention	18
	4.5 Rappel de la situation de base.....	20
5.	Activités réalisées par le PACEEQ	21
6.	Analyse des résultats du PACEEQ	23
	6.1 Analyse qualitative des résultats du projet	23
	6.2 Analyse quantitative des résultats	31
7.	Impacts de l'appui du PACEEQ aux APEAE de base.....	34
	7.1 Analyse de la pertinence du projet et de son approche	34
	7.2 Impacts sur le système éducatif et la qualité de l'école	35
	7.3 Impacts sur les APEAE et la communauté	36
8.	Facteurs de durabilité des acquis du projet	39
	8.1 Facteurs positifs/forces	39
	8.2 Facteurs négatifs/faiblesses	40
9.	Recommandations	41
10.	Conclusions générales.....	44
	Annexes.....	47

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

AED	Academy for Educational Development
APEAE	Association des Parents et Amis de l'Ecole
BAPEAE	Bureau de l'Association des Parents et Amis de l'Ecole
CAM	Club des Amis du Monde
CRD	Communauté Rurale de Développement
DPE	Direction Préfectorale de l'Education
DPC	Diagnostic Participatif Communautaire
DSEE	Délégué Scolaire de l'Enseignement Elémentaire
EDC	Educational Development Center
EPT	Education Pour Tous
ERO	Evaluation Rapide Organisationnelle
FEGUIPAE	Fédération Guinéenne des Parents/Amis de l'Ecole
NFQE	Niveaux Fondamentaux de Qualité et d'Equité
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAE	Plan d'Action pour l'Ecole
PACEEQ	Participation Communautaire à l'Ecole pour l'Equité et la Qualité
PEPT	Programme Education pour Tous
RTI	Research Triangle Institute
USAID	United States Agency for International Development
WEG	Word Education Guinée

Remerciements

La présente étude a été rendue possible grâce à la contribution de tous les acteurs de l'école et s'est déroulée dans une atmosphère de bonne collaboration avec toutes les parties prenantes du Projet, à savoir la Direction du PACEEQ, les APEAE, les Coordinations sous-préfectorales, préfectorales, les Directeurs d'écoles et certains membres de la FEGUIPAE. Parmi ces personnes, il faut citer notamment:

- Monsieur Séni DIOP, Directeur National de WEG et du PACEEQ, de Mme Naomi REICH, Directrice Adjointe du PACEEQ et de M. Abdouramane DIALLO, Responsable du Suivi-Evaluation de WEG, pour la bonne organisation de la mission, les facilités accordées au Consultant, la disponibilité et les bonnes orientations de travail qu'ils ont données à Mamou;
- MM Naby Ibrahima DIAKITE et Hassan DIALLO de l'équipe RTI à Conakry pour leur disponibilité et leur collaboration, qui malgré leurs occupations, ont consacré une partie de leur temps pour fournir des données, échanger et partager avec le Consultant des informations sur le projet et sur les principaux défis à relever;
- Les membres des bureaux des APEAE visités sur le terrain, dans les préfectures de Mamou, Dalaba, Pita, Faranah, Dabola, Kouroussa, Kankan, Labé, Koubia, Tougué, ainsi que les Directeurs d'écoles, les autorités administratives et locales comme les Sous-préfets, Présidents de Districts et de CRD pour leur disponibilité, leur intérêt pour la mission et leur collaboration permanente;
- A ceux-là, aussi il faut ajouter certains membres du Bureau National de la FEGUIPAE que le Consultant a rencontrés à Mamou à la faveur d'une rencontre de concertation du Bureau et avec lesquels il a échangé sur les activités du projet et ses acquis, mais aussi sur leurs préoccupations et leurs attentes concernant l'éducation de base.
- Enfin, aux représentants des ONG AED, EDC, RTI, des cadres du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique, du FONSEF, du Comité National Equité/Genre, qui ont participé à la réunion de présentation des résultats de l'étude le 2 Février à Save The Children à Conakry et qui ont apporté de précieuses contributions à travers des critiques, observations et suggestions ayant permis d'améliorer la qualité du présent rapport.

Que toutes ces personnes qui ont fait preuve de disponibilité, de coopération et qui ont manifesté un soutien et un intérêt particuliers tout le long de l'étude soient vivement remerciées, parce que grâce à elles, les objectifs assignés à la mission ont été pleinement atteints. La liste complète des personnes rencontrées figure à l'annexe 3 du rapport.

Résumé

L'amélioration du système éducatif de base reste une des préoccupations majeures et constantes du gouvernement guinéen. C'est pour cette raison qu'il a entrepris une profonde restructuration de l'école guinéenne afin d'améliorer l'éducation de base et cela, grâce à l'appui des partenaires du système éducatif. L'USAID qui demeure actuellement un des principaux partenaires de ce secteur a financé de 1997 à 2001 dans la région de Mamou et dans la préfecture de Mandiana un projet expérimental d'appui à l'éducation communautaire et de 2001 à 2005 dans les régions de Faranah, Kankan et Labé un Projet Participation Communautaire à l'Education de base pour l'Equité et la Qualité (PACEEQ) permettant d'améliorer la qualité de l'école et assurer une meilleure implication de la société civile dans la co-gestion de l'école.

Les appuis apportés par le PACEEQ aux APEAE de base, aux coordinations, aux alliances locales et aux élus locaux ont apporté des changements importants dans la vie de l'école.

La présente étude vise à évaluer l'impact à long terme de cette intervention sur la qualité de l'école, sur son environnement et sur ses différents partenaires.

L'étude explorera l'impact du Projet PACEEQ sur quatre volets, à savoir la gouvernance et la gestion, le partenariat, la mobilisation des ressources et les actions menées par les APEAE.

La zone d'étude couvre les régions de Mamou, Faranah, Kankan et Labé. Trente (30) APEAE ont fait l'objet d'investigations sur les différents sujets d'intérêt de l'étude. Le choix de ces régions tient au fait qu'elles ont bénéficié non seulement du projet expérimental, mais aussi ont bénéficié d'une plus longue période d'appui du PACEEQ, donc susceptibles de présenter aujourd'hui des effets suite aux interventions menées.

Il faut rappeler que l'objectif global du PACEEQ s'inscrit dans le cadre stratégique de la réforme du système éducatif en Guinée à travers une participation significative des communautés et un appui à la société civile pour une meilleure implication dans la co-gestion des écoles primaires. Sur cette base, le projet contribue à l'atteinte des deux résultats intermédiaires de la stratégie d'éducation de base de l'USAID/Guinée à savoir : **le résultat portant sur la participation communautaire à l'Education de base et celui portant sur l'Equité/genre (rural/urbain) dans l'Education de base**. Tous les objectifs spécifiques visent à l'atteinte de ces résultats.

La stratégie du Projet repose sur un processus de planification participatif communautaire, où toutes les composantes de la communauté sont impliquées dans l'identification des problèmes auxquels elle est confrontée, à l'élaboration des plans d'action, à la mise en œuvre et au suivi. La formation des bénéficiaires est assurée par des ONG locales ayant été formées au préalable par WEG et les ONG américaines cooptées pour la mise en œuvre du PACCEQ. Un transfert de compétences est assuré aux coordinations pour continuer à apporter un encadrement rapproché aux APEAE de base.

Durant la phase d'exécution, le PACEEQ a assuré le renforcement des capacités de travail, d'organisation et de gestion des APEAE et des structures fédératives pour améliorer la gouvernance et la gestion. Il a mis à la disposition des APEAE des subventions ayant permis de financer des travaux de réhabilitation d'écoles, de clôture des enceintes, d'équipements en meubles et tables bancs et d'achats de matériel didactique.

Pour faciliter la scolarisation des jeunes filles, l'USAID a financé un programme complémentaire de bourses en faveur des filles pour leur assurer le maintien et une bonne réussite à l'école.

Tel qu'il est conçu et réalisé, le PACEEQ correspond aux préoccupations du gouvernement et des communautés pour l'amélioration du système éducatif guinéen, qui, somme toute, reste le principal bénéficiaire des acquis du projet. Le PACEEQ est aussi et surtout en adéquation avec les politiques et stratégies menées dans le secteur de l'éducation, comme le programme EPT, le Comité National Equité, parce que centré sur l'intérêt de l'école et sur son ouverture permanente à un changement qualitatif durable.

L'analyse des résultats quantitatifs et l'appréciation sur le terrain ont permis de montrer que les résultats du projet sont globalement positifs au terme de ses 3 ans d'exécution.

En terme d'impact, on note aujourd'hui, du fait de l'appui apporté par le PACEEQ que l'école est devenue un centre d'intérêt pour la communauté.

Les APEAE ont acquis une autorité et une légitimité dans la communauté et s'impose comme un partenaire incontournable du système éducatif. Grâce au projet, le texte pris par le Ministère en charge de l'éducation de base permet d'institutionnaliser le cadre et les attributions des APEAE et de l'administration scolaire. L'école fait l'objet de plus d'attention. Les APEAE et la communauté font de l'école un patrimoine précieux sur lequel ils ont un droit de regard, de contrôle, de suivi et un devoir de responsabilité.

Les mentalités et les habitudes sur la scolarisation de la jeune fille ont favorablement évolué, comme certains le soulignent que les filles servent mais les parents que les charges de travail sont réparties à la maison.

Cependant, du fait de l'appui apporté aux APEAE dans l'amélioration de l'école, les demandes de scolarisation se sont considérablement accrues et l'engouement des parents à amener les enfants à l'école. La tendance de départ où les parents n'étaient pas motivés à aller vers l'école s'est inversée, causant ainsi de sérieux problèmes de recrutement.

Les taux bruts de scolarisation se sont améliorés, notamment en milieu rural et pour les jeunes filles. A contrario, les taux d'abandon des filles entre le CP1 et le CM2 qui étaient très élevés dans la majorité des écoles se sont considérablement réduits en 2006 grâce au programme complémentaire de bourses accordé aux filles de CM1 et CM2 et à la sensibilisation sur l'intérêt de la scolarisation, du maintien et de la réussite des filles.

Lorsque les conditions d'accès à l'école et d'équité sont assurées aux filles, on observe dans plus de la moitié des cas qu'elles sont les premières et que leur taux d'admission au Collège est plus.

Le PACEEQ a permis de créer un noyau de personnes ressources dans la communauté. De nombreux membres des bureaux ont accédé à des postes de responsabilité au niveau des coordinations, des districts ou même au niveau des CRD grâce aux formations reçues.

Les écoles appuyées par le PACEEQ sont plus convoitées parce que mieux organisées, plus sécurisées et faisant de bien meilleurs résultats scolaires, comparativement à de nombreuses écoles n'ayant pas bénéficié d'appuis.

L'exercice de planification qui met la dimension communautaire au centre des préoccupations est devenu un réflexe pour les APEAE qui déterminent les activités, budgétisent, hiérarchisent et établissent les responsabilités dans la mise en œuvre. Cette démarche de planification inspire d'autres partenaires au développement de la communauté, comme certains projets de développement rural décentralisé dans le pays.

Les APEAE appuyées sont très sollicitées par les APEAE non encadrées parce que la gestion des écoles PACEEQ est plus aisée car les conflits sont bien gérés et les mobilisations autour des activités de l'école sont spontanées. De plus, les résultats scolaires sont appréciables, les écoles sont plus sécurisées et plus agréables à vivre parce que mieux entretenues.

Ces impacts importants ne doivent cependant pas cacher les faiblesses qui ont été relevées à différents niveaux et qui sont de nature à fragiliser la durabilité si des mesures correctives et améliorantes ne sont pas prises.

Parmi ces faiblesses, il faut citer :

- Les stratégies de mobilisation des ressources sont limitées sur le court terme et les APEAE n'envisagent, entre autres, en compensation, aucune activité génératrice de revenus d'appoint;
- La couverture géographique du PACEEQ reste encore très limitée par rapport à la demande d'appui;
- Le programme de bourses accordé aux filles est limité par rapport à la demande;
- Le manque de mécanisme de suivi des filles au-delà du cycle primaire;
- La persistance des préjugés sur la scolarisation des filles surtout dans les zones fortement islamisées (Nord-Est du Fouta comme Koubia) et les zones fortement conservatrices comme la zone diallonké (Marela par exemple) ou dans le mandé (Baté Nafadji);
- La faible interaction des activités des APEAE et des alliances sur les aspects équité/genre.

Toutes les parties prenantes (administration scolaire, APEAE, coordinations, ONG, autorités locales) conviennent que le projet est arrivé à des résultats globalement satisfaisants et ont souhaité que le PACEEQ soit poursuivi, étendu géographiquement et consolidé au regard des changements positifs qu'il a apportés à l'école et à la communauté. Les activités d'un probable futur projet pourraient être recentrées essentiellement sur le renforcement des capacités des APEAE et des structures fédératives afin d'optimiser la synergie avec les autres intervenants du système éducatif.

Mais pour que les acquis du PACEEQ puissent être capitalisés de manière durable et servir d'orientations pour les actions futures, un certain nombre de recommandations de divers ordres sont ainsi formulées :

- Dans le souci de pérenniser les interventions diverses en faveur de l'école, les autorités scolaires doivent recruter davantage d'enseignants, en particulier en faveur des écoles des zones rurales et assurer leur prise en charge par le budget national de développement.

- Elaborer, avec l'appui des APEAE, un mécanisme de suivi des filles au-delà du cycle primaire pour bien apprécier leur maintien et leur réussite, bien que le cadre d'intervention du PACEEQ soit uniquement limité au cycle primaire.
- Vu les faibles capacités de mobilisation des ressources, il est recommandé aux APEAE, dans leurs différents plans d'action d'initier des activités génératrices de revenus pour la communauté afin de pouvoir face à certaines dépenses locales en faveur de l'école.
- Poursuivre les activités de sensibilisation des parents et de la communauté sur la scolarisation de la jeune fille.
- Intensifier les activités de reboisement dans l'enceinte pour rendre l'école plus agréable.
- Encourager et impulser les activités récréatives et sportives au sein de l'école, ainsi que l'organisation des cantines scolaires.
- Faciliter l'interaction des activités des APEAE et des alliances sur la scolarisation, le maintien et la réussite de la jeune fille.
- Diffuser les documents de capitalisation à tous les acteurs du système éducatif, en particulier les documents issus des foras préfectoraux, régionaux et national contenus dans le rapport du forum national sur les acquis du projet
- Aider les APEAE à élaborer une stratégie durable de mobilisation des ressources, y compris en aidant à trouver un mode de souscription adapté et supportable pour les populations.
- Etant donné que les coordinations des APEAE sont les mieux placées pour fédérer les APEAE, il faudra les aider à se structurer et renforcer leurs capacités de planification pour maintenir la dynamique d'échanges amorcée et d'impulsion des autres APEAE.
- Capitaliser les formations à travers l'élaboration des manuels et des modules aussi bien en Français qu'en Langues nationales et inclure des modules de formation sur les activités génératrices de revenus.
- Poursuivre et amplifier le programme alphabétisation et post-alphabétisation en focalisant les formations sur les activités spécifiques des populations cibles.

- Etendre le programme bourses à l'ensemble du cycle du primaire, étant donné que beaucoup de filles se retrouvent dans une situation quasi-vulnérable, notamment en faisant les premiers pas vers l'école où les besoins sont aussi plus accrus.
- Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme permanent de suivi des formations et des activités d'alphabétisation, en collaboration avec les APEAE.

En conclusion, le projet a introduit une approche participative et un processus de planification communautaire qui mérite d'être partagée par tous les acteurs, en incluant même les activités extra-scolaires. Le PACEEQ a apporté des réponses positives aux problèmes que la communauté avait identifiés au démarrage et a contribué de manière positive à l'amélioration du système éducatif en Guinée. En aidant à renforcer et à structurer les APEAE et renforcer leurs capacités d'organisation et de gestion, il a permis de changer fondamentalement les relations entre l'école et la communauté.

Mais, dans leur ensemble, les activités méritent d'être consolidées, poursuivies.

Si des changements importants ont pu être apportés par le projet, de nombreux défis restent encore à relever en matière de mobilisation des ressources, d'accroissement des infrastructures scolaires et de mise à disposition d'enseignants.

Le processus de transformation communautaire est long et évolutif et devrait être constamment soutenu pour être durable et irréversible. C'est pour cela que les activités de formation doivent être renforcées, réactivées et amplifiées et ce sont ces aspects que les partenaires devraient appuyer davantage en laissant à l'Etat les fonctions régaliennes de recrutement et de prise en charge d'enseignants dans le budget national de développement.

Dans l'état actuel des choses, quelques soient les lacunes et la disparité des niveaux de performances, les APEAE sont conscientes qu'elles ont acquis une légitimité envers l'administration scolaire, ainsi qu'un droit de contrôle et de suivi sur l'école qu'elles préservent de manière irréversible et qu'elles n'entendent donc plus perdre.

1. Introduction

L'amélioration du système éducatif de base demeure une des préoccupations majeures et constantes du gouvernement guinéen, tant la qualité de l'éducation a été négativement affectée depuis l'indépendance par une éducation de masse, un enseignement au rabais et un monopole quasi-permanent de l'administration scolaire sur l'école jusqu'en 1984. Ainsi, à la faveur de l'option libérale dans laquelle le pays s'est engagé depuis le milieu des années 1980, le gouvernement a entrepris une profonde restructuration du système éducatif guinéen en matière d'amélioration de l'éducation de base et cela, grâce à l'appui des partenaires du système éducatif.

Les politiques et stratégies menées dans ce domaine ont permis à beaucoup d'intervenants, notamment l'USAID, d'appuyer la Guinée, conformément à sa stratégie d'éducation de base élaborée en 2000 dont les résultats intermédiaires visaient la participation communautaire à l'éducation de base et l'équité/genre dans l'éducation de base.

Cette stratégie de l'USAID est en parfaite harmonie avec la politique du secteur de l'éducation à travers le programme « Education Pour Tous » (EPT).

C'est dans cette dynamique que le Projet Participation Communautaire à l'Éducation de base pour l'Équité et la Qualité (PACEEQ) a été mis en œuvre en 2001 pour permettre une participation significative des communautés dans l'amélioration de l'équité et la qualité de l'éducation et de l'équité/genre et de permettre une meilleure implication de la société civile dans la co-gestion de l'école.

La mise en œuvre du PACEEQ de 2001 à 2005 a apporté des changements importants dans la vie de l'école.

La présente étude d'impact se réalise donc une année après la fin du projet et couvre la région de Mamou ayant bénéficié du projet d'appui à l'éducation communautaire mis en œuvre par WEG de 1997 à 2001 et les régions de Faranah, Kankan et Labé, bénéficiaires de l'appui du PACEEQ de 2001 à 2005. Elle vise alors à décrire l'impact des interventions cinq ans après la fin de l'appui pour la zone de Mamou et un an après la fin du PACEEQ pour les autres régions afin d'apprécier l'appropriation des acquis dans cette période post-projet.

Les régions de Kindia, de Boké et de N'Zérékoré ne sont pas concernées par cet exercice parce qu'elles bénéficient actuellement de l'appui du PACEEQ dans sa phase de consolidation/extension.

Ainsi, dans son cadre général, l'étude consiste à mesurer l'impact à long terme de cette intervention sur la qualité de l'école, sur la capacité des bénéficiaires à consolider les acquis, sur les performances des APEAE à co-gérer durablement les affaires de l'école. Elle permet aussi d'apprécier les tendances de pérennisation des acquis, d'examiner si l'approche développée par le projet est de nature à inspirer d'autres partenaires de l'école à accompagner la dynamique actuelle dans les régions de Mamou, Faranah, Kankan et Labé, bref de tirer les leçons susceptibles de contribuer au développement de l'école telle que requiert la stratégie de l'USAID et les politiques nationales menées dans ce domaine. Cette étude contribue enfin à documenter le projet.

2. Rappel des termes de référence

Le Projet de Participation Communautaire à l'Education de base pour l'Equité et la Qualité (PACCEEQ) a requis les services d'un Consultant pour l'étude d'impact à long terme de l'appui apporté aux APEAE de base de la région de Mamou pour la période 1997-2001 et des régions de Labé, Faranah et Kankan pour la période 2001-2005.

Cette étude qui contribuera à documenter le projet vise à mesurer l'impact des interventions de World Education dans la région de Mamou entre 1997 et 2001 et des appuis du projet PACCEEQ dans les régions de Faranah, Kankan et Labé entre 2001 et 2005, auprès des bénéficiaires et des partenaires du système éducatif.

Elle devra répondre aux questions de savoir si les pratiques de gestion inculquées sont durables et si la co-gestion de l'école est effective, si les tendances de pérennisation existent et si les efforts des APEAE sont suffisamment pris en compte par les autres acteurs du système éducatif.

L'étude explorera l'impact du Projet PACCEEQ sur les volets liés à la gouvernance et la gestion, le partenariat, la mobilisation des ressources et les actions menées par APEAE.

Les résultats attendus de l'étude concernent :

- Un rapport provisoire d'analyse des résultats de l'enquête (copie dur et électronique). Le ou la consultant(e) fera une présentation des résultats sommaires après la rédaction du premier rapport provisoire.
- Les fichiers électroniques contenant les résultats des interviews
- Un rapport final d'analyse des résultats de l'enquête (copie dur et électronique) qui intègre le feedback donné par l'équipe PACCEEQ au cours de la présentation des résultats préliminaires. Le rapport s'occupera de toutes les questions de recherche spécifiques

Les termes de référence détaillés figurent à l'annexe 4 du rapport.

3. Méthodologie de l'étude

La méthodologie de l'étude repose sur une approche largement participative impliquant plusieurs partenaires à travers les étapes suivantes :

- 3.1 Contacts préliminaires sur les orientations de l'étude

Le Consultant a eu des contacts préliminaires avec l'équipe de RTI à Conakry et la Direction du PACEEQ à Mamou qui ont permis d'avoir une bonne connaissance de base du projet, de repréciser certains points des termes de référence, notamment sur la population cible, les principaux indicateurs d'impact, ainsi que certains éléments d'orientation de l'étude. Les échanges ont aussi facilité l'élaboration du programme indicatif de travail, des outils de collecte d'informations et le choix des unités d'observation de l'étude.

- 3.2 Revue documentaire

Au cours de la mise en œuvre du projet Education Communautaire (1997-2001) et du PACEEQ (2001-2005), plusieurs documents de travail ont été produits. Sur le PACEEQ, il s'agit du rapport de synthèse sur l'évaluation interne à mi-parcours en 2003, du rapport d'évaluation finale du projet en 2005, des rapports annuels d'activités de 2003, 2004 et 2005, ainsi que des données de base du projet. La revue de ces documents qui ont servi de source d'inspiration a permis d'avoir une orientation sur le recueil des informations liées à l'impact recherché.

- 3.3 Choix de l'échantillon d'APEAE

En raison de la nécessité de concilier la taille de l'échantillon à la durée de l'étude et aux ressources disponibles, ainsi que le souci de couvrir aussi bien le milieu rural que le milieu urbain, il a été convenu, sur la base de la liste exhaustive des APEAE appuyées par le PACEEQ, de tirer 30 APEAE dans les 4 régions concernées, à savoir Faranah, Kankan, Labé et Mamou. Il a été procédé par un choix aléatoire en associant le critère du milieu à l'accessibilité des zones et ce, indépendamment de la performance des APEAE. Etant donné que la plupart des APEAE a fait l'objet d'une ERO décrivant sommairement la situation de référence, l'étude n'a pas jugé opportun d'associer à ce choix des APEAE témoins. Sur les 30 APEAE, 18 sont situées en milieu rural et 12 en milieu urbain, et dernier s'entendant les écoles ou APEAE situées au chef-lieu de préfecture.

La répartition de l'échantillon entre les 4 régions couvertes se présente comme suit :

Région	Préfecture	Nombre d'APEAE-échantillon		
		Milieu rural	Milieu urbain	Total
Faranah	Faranah	2	1	3
	Dabola	1	1	2
Sous-total Faranah		3	2	5
Kankan	Kankan	2	2	4
	Kouroussa	2	1	3
Sous-total Kankan		4	3	7
Labé	Labé	2	2	4
	Koubia	2	1	3
	Tougué	2	1	3
Sous-total Labé		6	4	10
Mamou	Mamou	3	1	4
	Dalaba	1	1	2
	Pita	1	1	2
Sous-total Mamou		5	3	8
Total		18	12	30

Il faut souligner que l'échantillon de 30 APEAE choisi est loin d'être représentatif dans le cadre d'une enquête statistique pour une base de sondage de plus de 700 APEAE. Toutefois, dans cette étude, la recherche des informations liées à l'impact du projet est basée essentiellement sur des interviews de type qualitatif avec une méthode de recherche participative sur les principaux volets du guide d'entretien.

- 3.4 Elaboration et test du guide d'entretien

Suite aux orientations et aux échanges avec l'équipe du projet sur les principales préoccupations, le Consultant a élaboré un guide d'entretien destiné à recueillir les informations auprès des APEAE qui constituent le principal centre d'intérêt de l'impact. Le guide a été testé sur le terrain auprès de l'APEAE de Konkouré (rural) et de celle de Boulbinet dans la Commune Urbaine de Mamou (urbain), puis corrigé conséquemment avant la collecte des données. Il figure à l'annexe 1 du rapport.

- 3.5 Recueil des informations sur le terrain

En se basant sur le guide élaboré, les informations ont été recueillies sur le terrain auprès des APEAE choisies. Toutes les 30 APEAE ont été contactées et ont fourni des informations sur les activités menées avec l'appui du PACEEQ, sur les résultats obtenus, sur l'approche, sur l'appréciation des résultats, sur les changements obtenus et attendus dans le long terme que le projet a générés, sur la valorisation des acquis, sur les relations entre les APEAE et leur environnement institutionnel, mais aussi sur les difficultés rencontrées. Le Consultant a pu également, au cours de ces contacts, procéder dans certains cas à la vérification matérielle de la tenue et de la présentation des documents de travail des APEAE.

En dehors des APEAE, certains acteurs de l'école ont pu également être contactés, à savoir des Coordinations préfectorales et sous-préfectorales des APEAE, des Directeurs d'Ecoles, des Délégués Scolaires de l'Enseignement Élémentaire (DSEE), ainsi que des autorités locales (sous-préfets, présidents de districts, présidents de CRD pour échanger avec eux sur leur appréciation du projet et de son impact. En général, deux à trois membres de chaque Bureau d'APEAE ont été contactés, au moins un membre de coordination sous-préfectorale, préfectorale. Concernant l'administration scolaire, le Consultant a rencontré les Directeurs d'école et les Délégués scolaires. Dans leur grande majorité, ces acteurs ont été contactés séparément, mais aussi parfois en blocs lorsqu'ils le suggèrent, ce qui a permis à chaque groupe de bénéficiaires ou de partenaires de donner aisément ses appréciations sur le projet. Cette étape de terrain a permis de recueillir une masse critique et riche d'informations.

- 3.6 Exploitation des informations et analyse des données

Les informations ayant été collectées sur le terrain, exploitées, organisées et analysées ont permis d'alimenter la description de l'impact du projet.

4. Brève présentation du PACEEQ

- 4.1 Bref aperçu sur la genèse du Projet

Conformément à la stratégie d'appui à l'éducation de base en Guinée, l'USAID a financé de 1997 à 2001 dans la région de Mamou, un projet expérimental d'appui à l'éducation communautaire (EDUCOM) dont la mise en œuvre a été assurée par Word Education Guinée (WEG). Ce projet a appuyé 251 APEAE dans la région de Mamou. Un autre projet d'appui à l'éducation communautaire était financé dans le même temps par l'USAID à Mandiana et était exécuté par l'ONG Save The Children.

Les résultats positifs enregistrés par les deux projets précités ont inspiré et encouragé l'USAID, dans le cadre de sa stratégie d'appui à l'éducation de base à financer le PACEEQ de 2001 à 2005 dans les régions de Faranah, de Kankan et de Labé.

Jusqu'en 2005, le projet a couvert 19 préfectures sur l'ensemble du pays. A ces préfectures s'ajoutent celles qui ont été appuyées de 2005 à 2007 dans la phase de consolidation dans les régions de Kindia, Boké et N'Zérékoré et dans les cinq communes de la ville de Conakry.

- 4.2 Objectifs du PACEEQ

Le PACEEQ s'inscrit dans le cadre stratégique de la réforme du système éducatif en Guinée à travers une participation significative des communautés et un appui à la société civile pour une meilleure implication dans la co-gestion des écoles primaires. Sur cette base, le projet contribue à l'atteinte des deux résultats intermédiaires de la stratégie d'éducation de base de l'USAID/Guinée à savoir : **le résultat portant sur la participation communautaire à l'Education de base et celui portant sur l'Equité/genre (rural/urbain) dans l'Education de base.**

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de l'exécution du PACEEQ devrait alors permettre d'atteindre les objectifs spécifiques portant sur :

- l'augmentation de la participation des APEAE dans la prise de décision à travers le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles par les formations dispensées par les ONG locales, ainsi que l'amélioration du cadre réglementaire lié aux textes des structures;
- l'augmentation de la participation des organisations de la société civile et des ONG à l'éducation de base grâce au développement de la participation communautaire et du partenariat entre les différents intervenants, avec notamment l'appui à la structuration des APEAE, des coordinations, l'implication de la participation des ONG, des Directeurs d'écoles, de l'administration scolaire, les élus locaux à la réalisation de cet objectif;
- la mobilisation et la gestion des ressources pour les écoles primaires, l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action pour l'école, ainsi que l'élaboration de budgets conséquents;
- l'accroissement de la qualité de l'éducation par la qualification des enseignants;

- l'amélioration de l'accès à l'éducation de base pour les filles et les enfants en milieu rural;
- l'augmentation du taux de passage et de scolarisation pour filles et les enfants en milieu rural.

A ces axes d'intervention ont été adjoints d'autres volets transversaux comme le renforcement des capacités des membres des bureaux des APEAE et des communautés à travers un programme d'alphabétisation, la sensibilisation à lutte contre le VIH/SIDA, ainsi qu'un programme radiophonique pour améliorer la communication entre les bénéficiaires.

- 4.3 Mise en œuvre du PACEEQ

Pour optimiser les interventions, l'USAID a confié la mise en œuvre du PACEEQ au WEG en partenariat avec un Consortium de 5 ONG américaines ayant chacune une expérience spécifique. Il s'agit de :

- **World Education**, avec siège à Mamou, est le premier contractant. Il est responsable de la mise en œuvre du projet dans les régions de Mamou, Labé, Faranah, et Boké (et aussi Kindia et Conakry avec la phase de consolidation),
- **Save The Children** avec un bureau à Kankan est responsable de la mise en œuvre des activités dans les régions de Kankan et N'zérékoré.
- **AED** apporte un appui technique en ce qui concerne l'éducation des filles.
- **RTI** procure l'assistance technique dans le domaine des activités de suivi-évaluation du projet, y compris l'élaboration et l'opérationnalisation d'une banque de données sur les activités du PACEEQ et l'élaboration des termes de référence pour les multiples études et évaluations que PACEEQ a entreprises.
- **EDC** s'occupe de la préparation et de la mise en oeuvre des programmes de radio.

En matière de suivi évaluation, un cadre de partage des informations est créé au sein du projet afin de permettre aux différents partenaires de se réunir trimestriellement à travers des sessions techniques pour échanger sur l'exécution du projet, le cas échéant pour prendre des mesures permettant de mener à bien le programme d'activités établi.

- 4.4 Approche d'intervention du PACEEQ

L'expérience des projets de World Education et Save The Children d'appui à l'éducation communautaire à Mamou et à Mandiana en 1997-2001 a été une source d'inspiration pour le PACEEQ qui a développé une approche participative qui met la dimension communautaire au centre de la stratégie d'intervention.

Le principe de base de l'approche du PACEEQ repose sur le fait que seule la communauté, dans ses différentes composantes, connaît ses besoins.

A travers le Diagnostic Participatif Communautaire réalisé grâce à l'appui technique de WEG, les populations sont impliquées dans la description de leur environnement socio-économique, y compris l'identification des problèmes auxquels la communauté est confrontée dans la gestion de l'école dans toutes ses dimensions (gouvernance, gestion, organisation, santé, hygiène, mobilisation des ressources, partenariat). Sur cette base, un plan d'actions et des modules de formation sont conséquemment élaborés pour résoudre les problèmes posés.

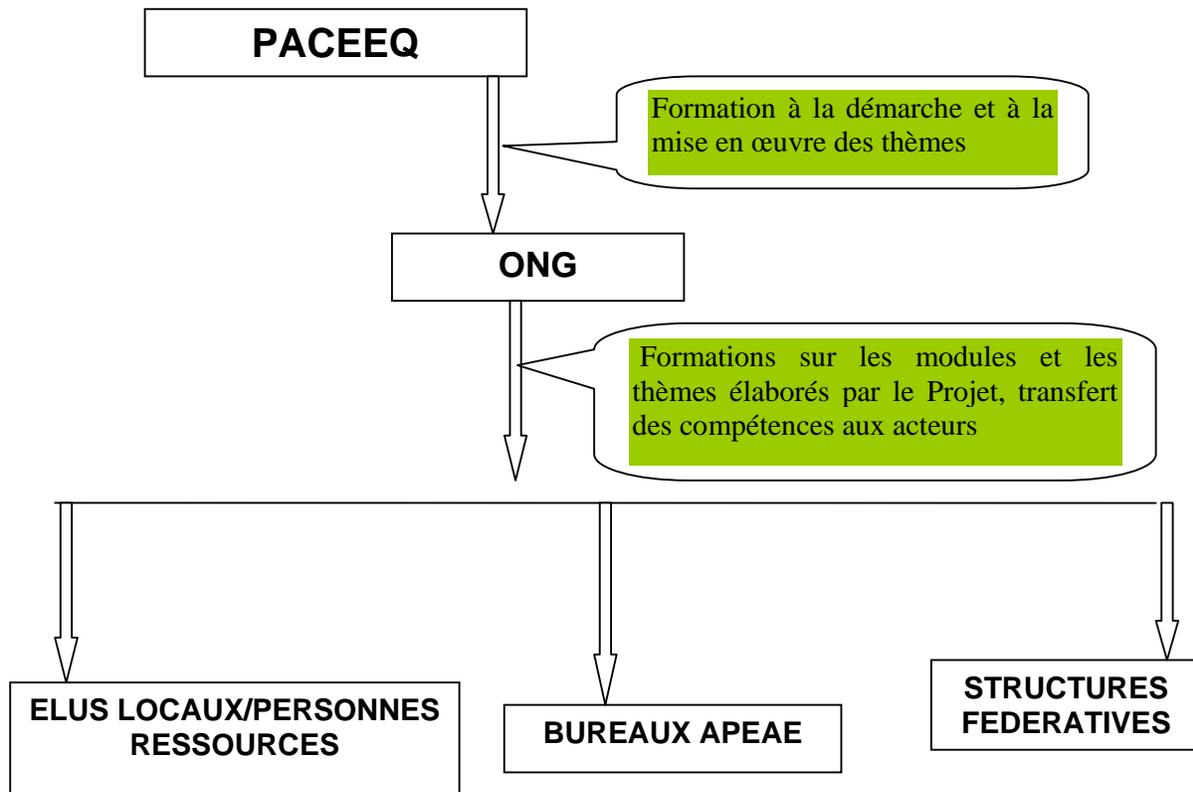
La stratégie de formation sur ces différents modules se fait par cascade.

Dans une première étape, WEG et ses partenaires apportent un appui technique aux ONG locales, afin de renforcer leurs capacités institutionnelles, leurs techniques de formation et un appui financier permettant la mise en œuvre efficace des activités de formation des APEAE. Les ONG locales sont choisies à la suite d'un appel d'offres de services et sur la base de leur expérience et de leurs compétences dans les domaines de formation visés

Dans une deuxième étape, le PACEEQ passe des contrats avec les ONG locales pour assurer les formations des membres des bureaux des APEAE, des coordinations, des alliances locales et des élus locaux sur les modules et les thèmes dont il a été fait mention plus haut. Le PACEEQ teste au préalable les niveaux de compréhension des formateurs et s'assurent de la faisabilité des techniques de formation proposées.

Les formations sont assurées de manière continue pendant les deux premières années et il s'en suit progressivement un transfert de compétences des ONG locales vers les Coordinations des APEAE notamment dont les fonctions pérennes demeurent l'appui rapproché aux APEAE de base, aussi bien en matière de formation qu'en matière de suivi et de coordination des activités.

La formation des APEAE se fait en cascade selon le schéma sommaire ci-après :



Etant donné que l'approche est basée sur un processus de planification, les APEAE ont été surtout formées dans l'élaboration de plans d'action pour l'école. Les problèmes sont remontés par le DPC, traduits en programmes d'activités et consignés dans le plan d'actions, discuté et validé par toutes les parties prenantes de l'école. Il s'agit d'un outil important de mobilisation de ressources pour les APEAE qui consigne les activités prévues au cours de l'année scolaire, les ressources nécessaires à leur réalisation, la définition des sources, les responsabilités dans la mise en œuvre. Le plan d'action des APEAE est conçu comme un plan dynamique et évolutif qui incite permanentement les bénéficiaires à toujours réfléchir sur les moyens d'amélioration continue et graduelle de leur outil de planification.

En dehors de son caractère participatif communautaire, l'approche du projet repose dans son ensemble sur un partenariat qui permet d'optimiser les interventions et en assurer la durabilité. Non seulement, il travaille avec les ONG internationales, locales, mais aussi les Départements ministériels en charge de l'éducation et leurs structures (Service National d'Alphabétisation, EPT, Comité National Equité, FONSEF) en intégrant au mieux leurs outils chaque fois que nécessaire.

- 4.5 Rappel de la situation de base

Pour apprécier l'ampleur des changements produits par le PACEEQ, il est important d'avoir une bonne connaissance de la situation de référence.

En effet, l'initiative de mettre en place les APEAE est née au milieu des années 1980 à la faveur de la Conférence Nationale de l'Éducation et visait à accompagner les profondes réformes entreprises dans le système éducatif guinéen. En 1997, année de la première intervention de WEG à travers le projet Education Communautaire dans la région de Mamou, la situation des APEAE était caractérisée par une faible structuration à tous les niveaux, une connaissance limitée du rôle et des responsabilités des différents acteurs de l'école, un monopole absolu de l'administration scolaire sur la vie de l'école, et un grand fossé entre l'école et l'environnement institutionnel, physique dans lequel elle vit, un taux brut de scolarisation très bas. L'école était considérée comme une simple structure scolaire qui se trouvait dans la communauté.

Par ailleurs, la communauté était sollicitée quand il fallait générer des ressources dont elle ne connaissait pas l'utilisation. « L'école était la chose de l'Etat central et de nombreux parents refusaient d'y envoyer leurs enfants, surtout leurs filles car celles-ci y couraient des risques importants, une grossesse non désirée en particulier ». Les APEAE qui existaient n'étaient pas suffisamment outillées et ne disposaient pas de toutes les compétences et de toutes les ressources pour faire fonctionner correctement les structures.

La situation de base des APEAE en 1997 pour la région de Mamou et en 2001 pour les régions de Faranah, Kankan et Labé était alors globalement caractérisée par :

- un déficit d'identité juridique et institutionnelle des APEAE du fait d'absence d'agrèments, de statuts, de règlement intérieur dans de nombreux cas;
- une faible connaissance des APEAE sur leurs rôles, leurs responsabilités et leurs attributions; les parents ignorent leurs rôles, attributions et n'intervenaient nullement dans le suivi des enseignants et des élèves, encore moins à la délibération des résultats. L'APEAE était considérée comme une simple instance de consultation. Un grand fossé sépare alors l'école et la communauté, l'école et les parents d'élèves;
- un monopole quasi-permanent de l'administration scolaire sur l'école avec une gestion administrative, financière absolue du Directeur de l'Ecole et une subordination de la communauté et des parents à l'administration;

- des relations très timides entre l'école et la communauté, d'où une faible implication des parents d'élèves dans la résolution des problèmes de l'école;
- le manque de perspective de gestion sur les APEAE, notamment l'absence d'un plan d'action de l'école et d'un programme d'activités, la réalisation des activités ne relevant pas d'une planification préalable mais surtout reposant sur des contributions par à-coups;
- le faible suivi pédagogique des enfants et l'absence de tout système de contrôle de la communauté sur l'école;
- un taux brut de scolarisation des plus bas et un taux élevé de déperdition scolaire, notamment en zone rurale et en particulier chez les filles écrasées qu'elles sont par les travaux domestiques auprès de leurs mamans, exposées aux mariages précoces et aux grossesses non désirées;
- L'école est considérée comme un mythe et l'intervention des parents et de la communauté était perçue comme une immixtion inadmissible dans les affaires de l'école.

Bref, l'école était vécue comme une entité administrative établie dans la communauté et dont le fonctionnement et la gestion ne relèvent strictement que de l'administration scolaire.

5. Activités mises en œuvre par le PACEEQ

Pour atteindre les objectifs qui lui ont été assignés par rapport à la stratégie d'appui de l'USAID et en rapport avec les deux résultats intermédiaires recherchés, le PACEEQ a réalisé des activités ayant porté sur divers domaines d'intérêt à savoir :

5.1 Le renforcement des capacités des APEAE : pendant les deux premières années de la mise en œuvre du projet, les APEAE ont bénéficié de nombreuses sessions de formation sur les modules aussi intéressants que divers. Six à sept modules comportant au total une soixantaine de thèmes ont été dispensés aux bureaux des APEAE selon le tableau ci-dessous:

Modules et les thèmes de formation destinés aux APEAE de base :

Modules	Thèmes de formation
Gouvernance interne	Mission de l'APEAE, Organisation et fonctionnement, Processus d'obtention des textes juridiques, Tenue d'un procès-verbal, Préparation tenue d'une assemblée générale, Gestion des documents administratifs, Plan d'action, Mobilisation des ressources pour le PAE, Elaboration d'un rapport d'activités, Suivi-évaluation
Qualité de l'éducation	Rappel sur le DPC, Décentralisation du système éducatif, Notion de qualité de l'éducation et ses composantes, Recrutement et appui aux maîtres, Suivi de l'assiduité des maîtres, Remise à niveau des maîtres, Recrutement et maintien des élèves, Suivi de l'assiduité des élèves et du travail des enfants à domicile, Entretien de l'école, Scolarisation des filles, Amélioration du rendement scolaire des filles, Acquisition et gestion du matériel didactique, Participation à la préparation et au déroulement des examens scolaires, Analyse des résultats scolaires
Gestion financière	Elaboration d'un budget annuel, Mobilisation des fonds, Exécution d'un budget annuel, Procédures d'ouverture d'un compte bancaire, Tenue d'un journal banque, Gestion d'une petite caisse, Tenue d'un journal de petite caisse, Présentation et remplissage des pièces justificatives, Rapport financier APEAE, Gestion des subventions du PACEEQ
Plaidoyer et techniques de négociation	Notion générale du plaidoyer, Planification d'un plaidoyer, Formulation et présentation d'un message de plaidoyer, Notion de négociation, Stratégies de négociation, Préparation et exécution d'une action de négociation, Suivi-évaluation d'un plaidoyer et d'une négociation
Santé en milieu scolaire	Principales maladies citées lors du DPC et leurs modes de prévention, Nutrition, Vaccination, Hygiène, Compréhension du VIH/SIDA, Vulnérabilité à l'épidémie du VIH, Conséquences socio-économiques et psychologiques de l'épidémie, Cycle de vie du virus VIH, Changement d'attitudes et de comportements
Equité/genre	Stéréotypes discriminatoires hommes/femmes et garçons/filles, Initiation à la notion d'équité/genre, Activités/rôles dans le cadre du genre, Obstacles à la scolarisation de la fille, Obstacles au maintien des filles à l'école, Réussite scolaire de la fille, Amélioration du plan d'action pour l'éducation
Gestion des cantines scolaires	

Concernant les Coordinations, les modules de formations dont ils ont bénéficié portent sur le Développement organisationnel, la Décentralisation et la qualité de l'éducation, la Santé et VIH/SIDA, l'Equité/genre, le Plaidoyer et la négociation, la Gestion financière, soit six modules qui comptent 43 thèmes de formation.

Les alliances, les ONG, les CRD et la FEGUIPAE ont bénéficié aussi de ces programmes de formation.

Autrement dit, tous les groupes cibles (bureaux APEAE, Coordinations, Alliances, Elus locaux, ONG) ont bénéficié, à des différences près, des mêmes modules de formation, mais adaptés pour chaque catégorie de bénéficiaires en fonction du rôle, des attributions et des activités qu'ils sont appelés à mener. Les formations ont été assurées à des périodes et pour des durées adaptées aux activités socio-professionnelles et au calendrier des populations ciblées.

Pour améliorer le fonctionnement des APEAE et la scolarisation de la jeune fille, le PACEEQ a suscité la création de centres d'alphabétisation dans les communautés en accord avec les bénéficiaires et a mis en œuvre des activités d'alphabétisation dont les thèmes sont axés sur les activités spécifiques des APEAE. Ce programme a été complété par un volet radiophonique avec les radios rurales pour aider à diffuser les messages, animer les groupes d'écoute et susciter des discussions et des échanges entre les acteurs de l'école.

5.2 La mise à disposition de subventions : le projet a mis à la disposition des APEAE, selon les plans d'action établis, des fonds ayant permis :

- de procéder à la réhabilitation de nombreuses écoles, à leur équipement en mobiliers de bureaux pour la direction de l'école, ainsi que des tables-bancs pour les élèves, à l'achat de manuels scolaires, à l'achat et à l'installation de clôtures grillagées pour les écoles et la réalisation d'activités de reboisement dans les enceintes;
- d'organiser les activités de sensibilisation sur la scolarisation des filles, la prévention du VIH/SIDA
- d'organiser les clubs et tournois scolaires, groupes de révisions, tuteurage, et même la formation des enseignants en collaboration avec l'administration scolaire.

6. Analyse des résultats de l'appui aux APEAE

L'étude des différents rapports d'évaluation, des rapports d'activités, ainsi que la base de données du projet, associée aux informations recueillies sur le terrain lors de la présente évaluation de l'impact montre que la mise en œuvre du PACEEQ a produit des résultats intéressants sur divers domaines d'activités de l'école et de la communauté.

Deux types d'analyse sont requis pour cette étude : une étude qualitative plus détaillée pour faciliter la description de l'impact et une étude quantitative, somme toute assez brève, qui fait le rappel de quelques résultats statistiques du projet.

6.1 Analyse qualitative des résultats du projet

L'analyse qualitative s'appuie essentiellement sur les informations de terrain recueillies auprès des bénéficiaires directs et indirects du projet, à savoir les APEAE qui en constituent le centre d'intérêt, mais aussi les coordinations, les élus locaux, les directeurs d'écoles, les DSEE et les autorités administratives qui ont donné leur appréciation du projet, leur compréhension de la

démarche, des objectifs, l'utilisation qu'ils font des acquis et les mesures observées pour leur pérennisation.

L'analyse qualitative demeure, de ce point de vue, la plus détaillée possible parce que la mieux indiquée pour faciliter la description des impacts du projet.

Elle porte sur les aspects suivants :

6.1.1 Renforcement des capacités des APEAE :

Les formations qui ont été données aux APEAE ont permis de faire comprendre aux bénéficiaires le rôle et les responsabilités qui les attendent dans la gestion de l'école. Les formations dispensées par les ONG locales aux bureaux des APEAE ont été globalement appréciées par les bénéficiaires. Elles ont donné aux membres des outils qu'ils peuvent utiliser dans les autres activités économiques. Elles ont permis aux bénéficiaires de transférer les enseignements reçus à d'autres parents d'élèves et amis de l'école au sein de la communauté pour assurer la relève aux différents postes du bureau, surtout sur la tenue des documents de travail, le suivi et la transparence dans la mise en œuvre des activités de l'APEAE, le contrôle et le suivi des maîtres, l'organisation de l'assemblée générale.

Il faut noter aussi le rôle décisif des émissions de la Radio rurale de Labé (émission « Ndaygu »), qui ont permis à des APEAE et des zones non appuyées directement par le projet de maîtriser certaines connaissances et outils apportés par le projet. La radio a été alors un outil important dans la diffusion des messages. Même si la fréquence des visites entre les APEAE est jugée faible, elles ont été bien appréciées en matière d'échange d'expériences, de formation et de renforcement de la compréhension intercommunautaire. Même des APEAE non couvertes par le PACEEQ se sont impliquées dans ces programmes de visites, ce qui contribue fortement à la diffusion des acquis du projet.

Les ONG locales ont joué un rôle essentiel dans le projet parce qu'elles ont non seulement formé les membres des bureaux, aussi les alphabétiseurs villageois, qui deviennent alors des messagers de PACEEQ auprès des communautés

Ces acteurs clefs devraient continuer de jouer un rôle dans la communauté. A Mamou, où la formation des APEAE a eu lieu entre 1997 et 2001 et où les coordinations bénéficient d'un appui PACEEQ, les ONG continuent de jouer un rôle important, par exemple en assistant les APEAE à trouver des partenaires capables de fournir certains services spécialisés ou à identifier des sources possible de financement.

6.1.2 Gouvernance interne :

Le processus électoral est devenu plus démocratique par rapport aux pratiques antérieures, même si les élections des membres des bureaux se font encore à main levée. Certains bureaux (moins de 10% des APEAE visitées) n'ont pas fait l'objet de renouvellement dans les délais définis par les textes. Dans d'autres cas, on renouvelle simplement la confiance au bureau sortant en le reconduisant systématiquement. Les APEAE connaissent assez bien leurs rôles et exécutent de nombreuses activités découlant de cette compréhension de leur rôle. Les réunions et les assemblées générales se tiennent régulièrement dans la majorité des cas, ce qui facilite la communication et la transparence.

Conformément au règlement intérieur, les assemblées générales se tiennent 3 fois par an, soit une à la veille de l'ouverture scolaire pour préparer le plan d'action et le rentrée, les recrutements entre autre, une à la fin du premier trimestre pour analyser en priorité les résultats scolaires et une à la fin de l'année pour l'analyse des résultats de fin d'année.

Les réunions ordinaires se tiennent à des fréquences qui varient d'une zone à une autre, 2 fois par mois jusqu'à 4 fois par mois.

La plupart des documents sont tenus en Français. Toutefois, on a observé à certains endroits dans la région de Labé et dans la région de Kankan où les documents sont tenus en Langue Pular caractère Français ou alors en Nko.

Les APEAE ne se font pas encore l'exigence d'élaborer les rapports d'activités et les rapports financiers. Un peu plus de la moitié des APEAE visitées sont cependant préoccupées par la rédaction de ces rapports. Les rapports sont destinés aux coordinations, aux DSEE, mais aucune directive précise n'existe dans ce sens.

Concernant le rôle des jeunes et des femmes, on note qu'ils sont de plus en plus nombreux dans les bureaux. Dans l'écrasante majorité des bureaux, les femmes représentent entre 30 et 40% et occupent des postes importants comme celui de Vice-Président, de Trésorier ou encore de Secrétaire à l'organisation. Leurs avis sont de plus en plus pris en compte. Certaines rencontres de travail au cours de l'étude (à Dabola, à Maréla par exemple) ont été longuement retardées parce que les bénéficiaires ont tenu à ce qu'on attende les femmes du bureau. Les jeunes aussi sont fortement représentés, plus de 80% des membres rencontrés ayant un âge compris entre 30 et 45 ans tous sexes confondus.

6.1.3 Partenariat :

Les résultats du PACEEQ en termes de partenariat et de participation communautaire se sont révélés très positifs et appréciés par l'ensemble des partenaires du système éducatif. La collaboration entre les APEAE de base et les coordinations est très bonne. Les C/APEAE reçoivent régulièrement les comptes rendus des activités des APEAE et transmettent aussi toutes les informations provenant du niveau préfectoral aux APEAE de base. Toutes les activités qui requièrent la concertation sont partagées à tous les niveaux.

Les visites entre APEAE sont facilitées par les coordinations et sont jugées très utiles car elles permettent l'échange d'expériences et l'émulation entre les parents d'élèves. Nous avons observé à Konkouré à Mamou que le Coordinateur sous-préfectoral a institué, de ses propres initiatives des rencontres avec les APEAE encadrées et celles non encadrées en apportant son appui dans l'organisation et la tenue des documents de travail et en faisant recours à l'ONG locale pour des appuis spécifiques.

Certains membres de l'APEAE siègent à la coordination sous-préfectorale, ce qui facilite la coordination des deux organisations dans les activités d'information, de sensibilisation pour la mobilisation de ressources.

La coordination appuie l'APEAE pour surmonter des difficultés qu'elle ne peut résoudre à son niveau, comme les cas de mobilisation de ressources, de recrutement d'enseignants, de sensibilisation entre autres. La coordination sous-préfectorale convie l'APEAE à des sessions de formation, organise des visites d'échange. Les APEAE de manière générale sollicitent l'appui de la coordination sous-préfectorale pour la résolution de certains conflits entre le Directeur de l'école et le bureau ou entre un enseignant et la communauté

Concernant l'implication des élus locaux, ils apportent des appuis ponctuels, chaque fois qu'ils sont sollicités, notamment pour le recrutement des enseignants et la mobilisation des ressources pour des activités d'envergure communautaire.

Dans tous les cas, du fait de la compréhension de leurs rôles respectifs, les APEAE vivent en parfaite harmonie et en partenariat avec le Directeur de l'école. Ce dernier assure la liaison entre l'école et le DSEE qui reçoit aussi régulièrement toutes les informations liées à l'école.

L'APEAE et le Directeur de l'école collaborent étroitement à la rénovation de locaux, l'achat de mobiliers de bureau, l'aménagement de l'environnement de l'école, le suivi des enseignants, l'assiduité des élèves, le maintien des filles et l'analyse des résultats scolaires.

Les relations entre les APEAE et l'école se sont considérablement améliorées. Il en est de même de celles entre les APEAE et les Coordinations. Les Directeurs de l'École considèrent les APEAE comme des partenaires privilégiés et les associent à toutes les décisions, même pédagogiques sur l'école. Les plans d'action élaborés par les APEAE sont partagés par tous les acteurs qui contribuent à leur amélioration avant la finalisation et la validation par les assemblées générales. Tout problème de l'école appelle la concertation entre le directeur, l'APEAE et au besoin la coordination. Les coordinations sont informées des activités des APEAE et du climat de leurs relations avec les écoles.

Avec la communauté, les relations se sont améliorées. L'APEAE collabore étroitement avec la CRD notamment sur la mobilisation des ressources. Elles mettent ensemble leurs efforts et expériences de mobilisation de ressources, de plaidoyer, car les élus locaux ont aussi bénéficié de beaucoup de formations dans le cadre de la politique de décentralisation, notamment sur la gestion administrative et financière.

Le texte a été d'ailleurs pris par le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire précisant le rôle et les responsabilités des APEAE, de l'administration scolaire a institutionnalisé de fait leur existence et leur autorité. Il faut préciser que les grandes lignes de ces prérogatives avaient été définies au milieu des années 1980 avec l'émergence des APEAE, mais il n'y a eu malheureusement de concrétisation, au point que les APEAE étaient finalement en avance sur le processus. L'Etat a donc pris l'initiative, à travers ce texte, de meubler le cadre et les attributions des APEAE, de l'administration pour améliorer l'efficacité et le cadre institutionnel et juridique des interventions en faveur de l'éducation de base.

6.1.4 Mobilisation des ressources :

Les ressources financières sont basées exclusivement sur les contributions des parents d'élèves. Il n'existe pas un niveau uniforme de souscription, même par préfecture, bien que les coordinations préfectorales aient proposé dans bien de cas, un niveau de contribution. Les contributions sont sollicitées en début d'année pour faciliter la mise en œuvre du plan d'action de l'école, mais leur mobilisation pose beaucoup de problèmes, en raison notamment de la pauvreté monétaire des populations.

Dans certaines zones, notamment dans les régions de Labé et de Mamou, les ressortissants contribuent fortement au financement des activités d'intérêt communautaire comme les infrastructures scolaires entre autres.

En dehors des cotisations en faveur de l'école, la communauté mobilise également des ressources financières (cotisations spéciales pour les enseignants ou pour les cérémonies) et en nature (apports d'agrégats comme sable, gravier, blocs, main d'œuvre) pour réaliser des investissements communautaires. La communauté est aidée en cela, dans bien de cas, par les ressortissants, surtout pour la construction d'infrastructures d'envergure.

L'importance des ressources varie beaucoup d'une APEAE à une autre selon le potentiel des revenus monétaires de la communauté, le niveau de la participation des ressortissants entre autres.

Concernant le plan d'action, toutes les APEAE en disposent. Le PAE consigne les activités à mener, définit les moyens, les ressources et les responsabilités pour sa mise en œuvre. Celui là est exécuté à 70% dans la majorité des cas. Le plan d'action est élaboré de manière participative, présenté, discuté et validé en Assemblée générale avant son exécution. Dans son ensemble, il comporte essentiellement des activités infrastructurelles. Son caractère dynamique reste cependant à poursuivre. Les activités d'alphabétisation sont inscrites dans le plan d'action, mais restent faiblement exécutées dans presque toutes les APEAE. L'approche utilisée par le projet est jugée adaptée au contexte et à l'environnement socio-économique, de par son caractère participatif, dynamique et évolutif.

Le PAE a l'avantage d'être un outil adapté de mobilisation et d'utilisation des ressources. Il couvre aussi bien des domaines infrastructurels comme la réfection des écoles que des activités pédagogiques en appui aux enseignants et d'information, d'éducation, de communication.

Il faut ajouter que les CRD aussi contribuent au financement des écoles et cela, sur la base du plan d'action élaboré par les APEAE.

Vu le caractère limité des ressources financières, les APEAE réalisent davantage des activités qui mobilisent le plus de ressources humaines locales sur des activités qui requièrent un minimum de dépenses comme l'assainissement de l'école ou encore la sensibilisation.

6.1.5 Sur la qualité de l'école :

Les groupes de révision ont pu être effectifs dans la presque totalité des écoles pour améliorer les niveaux des élèves et des filles. Les parents sont très soucieux de la réussite des enfants et s'emploient, à travers des contributions supplémentaires à apporter leur appui financier et moral aux enseignants pour l'organisation de ces groupes de révision.

Une co-gestion de l'école est effective. Les APEAE observent et contrôlent les enseignants, apprécient la scolarisation des jeunes filles, examinent l'utilisation de leurs contributions à l'école.

Les APEAE et l'administration scolaire ont un souci partagé de la sécurisation des écoles, parce que cette sécurisation permet de faire une économie de ressources en matière d'entretien des infrastructures et de maintenance des mobiliers. Mais les écoles connaissent encore des pléthores malgré les normes assignées et les efforts faits en matière d'infrastructures.

Les activités d'hygiène, d'assainissement, de protection environnementale et de reboisement rendent l'école plus agréable.

Les activités de sensibilisation en faveur de la scolarisation de la jeune fille sont bien perçues par toutes les composantes de la population et cela se traduit par une demande de plus en plus importante de recrutement chaque année.

Les résultats scolaires sont appréciables aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

6.1.6 Appropriation générale des activités du projet:

Les régions couvertes par la présente étude sont concernées par deux périodes d'intervention précises. Il s'agit de la région de Mamou où l'appui de WEG est arrivé à son terme depuis 5 ans et les régions de Faranah, Kankan et Labé où l'appui du PACEEQ s'est achevé en 2005, c'est-à-dire pratiquement il y a seulement un an.

Bien que les projets soient arrivés à leur terme, les bénéficiaires, en premier lieu les APEAE continuent donc 5 ans après et 1 an après de réaliser les activités qui leur sont dévolues et pour lesquelles elles ont été formées et cela, pratiquement dans les deux zones d'intervention précitées.

De façon spécifique, il faut mentionner que les APEAE de base continuent encore à mener les activités suivantes qui se sont d'ailleurs installées dans la tradition et dans la pratique:

- Elles assurent le ***contrôle de l'assiduité des maîtres et des élèves*** de manière systématique. Un calendrier de contrôle est établi et s'exécute par roulement par chacun des membres de l'APEAE. Dans certains cas, le contrôle est journalier, dans d'autres il se fait une fois par semaine. La presque totalité des APEAE des deux zones d'intervention continuent à faire cette activité.

- Bien que l'analyse des résultats scolaires soit une activité pédagogique, le Bureau de l'APEAE y est fortement impliqué. Toutes les APEAE visitées et des deux zones d'intervention **continuent l'analyse des résultats** à la suite des examens du premier trimestre et de fin d'année scolaire. L'APEAE examine avec le Directeur de l'école et les enseignants les pourcentages de réussite par promotion, par sexe, examinent les raisons des échecs le cas échéant, établissent les responsabilités (parents, enseignants ou communauté). La mission a observé à ce sujet l'engagement du Bureau de l'APEAE de Kendouma à Mamou d'aller au-delà du simple contrôle et de l'analyse des résultats jusqu'au contrôle du niveau des élèves de CM1 en testant certains élèves, au motif qu'ils avaient des doutes sur la qualité de l'enseignement. Cela montre bien l'intérêt de l'APEAE pour l'école et les bénéficiaires qu'elle a tirés des formations depuis déjà 5 ans.
- Les APEAE continuent aussi et surtout à **organiser et à soutenir, en collaboration avec les enseignants, les groupes de révision** dans lesquels on compte autant de filles ou plus que de garçons. Les parents d'élèves contribuent volontairement à la mise en œuvre de cette activité à travers l'achat de pétrole, de lampes et la bonne harmonie entre les enseignants et la communauté semble plus motivante que le traitement financier.
- Les APEAE dans leur ensemble s'emploient régulièrement à la **résolution des conflits entre l'école**, la communauté et les parents d'élèves, en associant au mieux les coordinations, chaque fois que la nécessité l'impose. En collaboration avec le DSEE et la coordination, ils s'activent à la **recherche d'enseignants** pour les écoles où ce problème est durement ressenti.
- Toutes les APEAE visitées **disposent d'un plan d'action** pour l'éducation. Le plan d'action est élaboré chaque année. Il définit les activités à mener, les moyens à mettre en œuvre, les priorités, les responsabilités et les délais. Ce document qui est considéré comme un outil de mobilisation de ressources et de plaidoyer est élaboré de manière participative et consensuelle et partagé par toutes les parties et validé en assemblée. L'exécution des plans d'action varie de 60 à 80% par zone. Les pourcentages d'exécution les plus élevés sont observés dans les zones où les ressortissants contribuent fortement à la mise à disposition de ressources (régions de Mamou et Labé).

- Les APEAE (70% des APEAE contactées) **procèdent à des activités de plaidoyer et de négociation en faveur de l'école**. Vu le niveau très limité des ressources financières par rapport aux activités définies, les APEAE, grâce aux techniques de négociation et de plaidoyer qui leur ont été dispensées, contactent des ressortissants, des ONG, des agences bilatérales pour rechercher des financements et des appuis. Face au souci d'extension de son école, l'APEAE de Timbi Madina à Pita a préparé un plaidoyer auprès des ressortissants et de certaines ambassades et ce, sur la base d'un plan d'action détaillé et budgétisé. L'APEAE de Bordo à Kankan s'inscrit dans la même démarche car le bureau a recherché et obtenu un parrainage de l'école par deux opérateurs économiques. Ces derniers ont pu acheter des armoires et des chaises pour la direction de l'école. Ce plaidoyer est fait aussi en direction des Directions Préfectorales de l'Education (cas de Tougué) mais il est plus fréquent en direction des ressortissants.
- Les APEAE tiennent **régulièrement des réunions avec les Directeurs d'écoles** pour faire le point sur le fonctionnement de l'école, sur le déroulement des cours, les échéances des examens ou compositions, les principaux problèmes de fonctionnement.
- La tenue **des documents administratifs** du bureau est une tâche permanente pour les membres. Parmi les documents qui font l'objet de plus d'attention, on note le procès verbal de réunions, le cahier de contrôle de l'école, le cahier de contributions, le journal de caisse, le courrier arrivée-départ.

L'appropriation de ces activités longtemps après l'appui apporté par le projet est rendue possible grâce au transfert des compétences que les ONG locales ont assuré aux APEAE, ainsi qu'un encadrement rapproché. Au cours de la mission sur le terrain à Labé, le Consultant a pu constater que l'ONG Club des amis du monde continue à travailler régulièrement à l'appui des APEAE sur la réactualisation de certains aspects de formation et sur le canevas de rapports d'activités.

- **6.2 Analyse quantitative des résultats du projet**

L'analyse quantitative est portée sur un nombre limité d'indicateurs, liés spécifiquement à la qualité de l'école. Des données détaillées sont déjà disponibles dans la base de données du projet, ainsi que des informations détaillées fournies par le rapport d'évaluation finale du PACEEQ à la mi-2005. Il ne sera fait donc mention ici que de données très sommaires qui sont de nature à compléter et à conforter l'analyse qualitative précédente. Les aspects quantitatifs qui seront cernés ici portent sur :

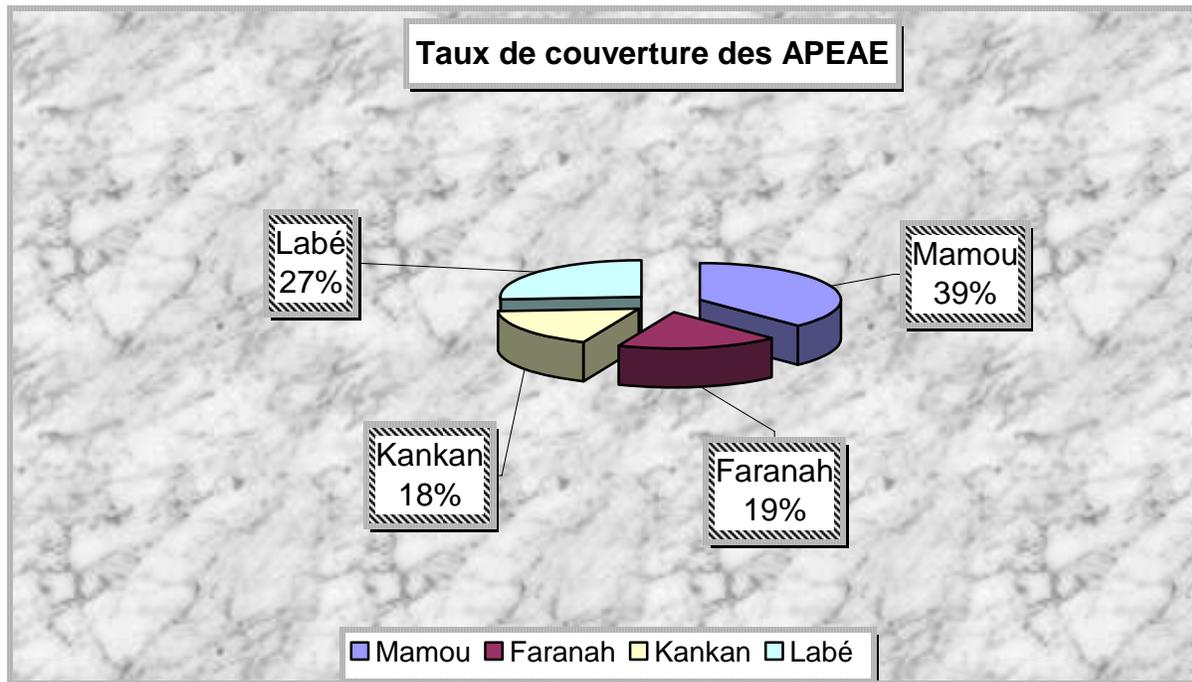
6.2.1 Taux de couverture géographique :

Dans les quatre régions concernées, le PACEEQ a appuyé directement 25% des APEAE, avec un taux plus important à Mamou de 39%, suivi de Labé avec 27%. Il s'agit des APEAE ayant reçu un appui direct du projet. Si l'on prend en compte les bénéficiaires toutes catégories confondues (APEAE de base, alliances locales, coordinations), ce taux de couverture démographique se situe à 60%, avec une bien meilleure couverture dans la région de Mamou établie à 93%. Les taux de couverture sont présentés dans les tableaux suivants :

Couverture géographique selon les APEAE

Régions	APEAE		
	Total écoles	Dont appuyées par Projet	% Appuyée
Mamou	646	251	39
Faranah	561	104	19
Kankan	835	152	18
Labé	778	210	27
Total	2820	717	25

Source : Statistiques du PACEEQ-2005



Couverture géographique selon les APEAE, Alliances et Coordinations

Région	APEAE, Alliances et Coordination		
	Total écoles	Dont Coordination APEAE et Alliances Appuyés	% Appuyées
Mamou	646	599	93
Faranah	561	263	47
Kankan	835	334	40
Labé	778	482	62
Total	2 820	1 678	60

Source : Statistiques du PACEEQ-2005

6.2.2 Indicateurs de scolarisation et de réussite :

Le pourcentage de filles dans l'effectif des élèves est en nette progression dans les écoles PACEEQ, comme nous avons pu le constater selon les statistiques disponibles sur place (Dabola, Bissikrima, Maréla, Tangaly, Daralabé). Le pourcentage de filles passe de 40% en 2001 à 43% en 2005, dans les écoles PACEEQ, contre 42% pour les écoles non appuyées.

Selon les statistiques disponibles, le pourcentage de nouvelles inscriptions de filles en première année va de 45% en 2001 à 47% en 2005 pour les écoles PACEEQ, contre 44 à 45% pour les écoles non PACEEQ, ce qui représente un taux d'accroissement de 2% pour la première catégorie contre 1% pour la deuxième catégorie.

Concernant les passages en 7^{ème} Année, les taux d'accroissement sont respectivement de 19% et 14% pour les écoles PACEEQ et non PACEEQ de 2001 à 2005. Le taux d'accroissement de réussite à l'examen est de 14% en milieu rural pour les filles et 13% en milieu urbain sur la période 2001-2005. Le pourcentage de réussite des filles en milieu rural s'établit à 53%.

En examinant en détail les taux bruts de réussite dans les tableaux statistiques de base, on observe que certains sont, par endroits, plus élevés dans les écoles non appuyées par le PACEEQ. Cette situation n'affecte en rien les progrès réalisés par le projet pour la simple raison que les taux d'accroissement observés d'année en année pour ces indicateurs sont plus élevés pour les écoles PACEEQ, sans oublier aussi et surtout que ces écoles avaient été choisies comme zones d'intervention du PACEEQ à cause des taux bruts de scolarisation très faibles qu'elles présentaient. Si aujourd'hui les deux types d'écoles présentent les mêmes types de résultats, c'est que les écoles encadrées ont fait des progrès remarquables dans des délais assez courts.

Par ailleurs, il y a lieu de mentionner que la contribution du programme bourses pour les filles a contribué largement à l'amélioration de la scolarisation des filles, à leur maintien et à leur réussite. Ce programme qui concerne les filles de CM1 et CM2 a fourni aux filles un paquet de bourses comportant des lampes, du savon, des sauts, des fournitures scolaires, des tenues, des vivres afin d'encourager les filles et les parents. Bien que ce programme ne fasse pas partie du PACEEQ, il a permis, entant que programme complémentaire à atteindre certains objectifs liés à l'équité/genre.

Actuellement, les filles se maintiennent à l'école et obtiennent de bons résultats. Dans 40% des écoles visitées, les filles sont premières de leurs différentes promotions et plus particulièrement au niveau des CE et des CM. Elles font également de bons résultats à l'examen d'entrée au Collège. L'exemple de Marela, zone diallonké hier hostile à la scolarisation des jeunes filles est éloquent. L'année passée sur 112 élèves dont 49 filles présentés à l'examen, 85 ont été admis dont 45 filles. Ces 45 filles se sont classées dans les 65 premiers. A Bissikrima, on a noté aussi que des filles qui avaient abandonné l'école en 2000 sont retournées à l'école depuis 2003 et se maintiennent, grâce à la sensibilisation, à la motivation par le programme bourses et à la compréhension des parents de libérer les filles de certaines charges domestiques au profit de l'école.

L'amélioration de l'équité genre en faveur des filles en zones rurale et urbaine s'observe grâce à la sensibilisation des parents et de la communauté, sensibilisation rendue possible par les formations données par les ONG locales aux APEAE, aux alliances et aux coordinations.

7. Impacts de l'appui du PACEEQ aux APEAE de base

- 7.1 Analyse de la pertinence du projet et de son approche

Le projet correspond aux préoccupations du gouvernement et des communautés pour l'amélioration du système éducatif guinéen, qui, somme toute, reste le principal bénéficiaire des acquis du projet. Le PACEEQ est aussi et surtout en adéquation avec les politiques et stratégies menées dans le secteur de l'éducation, comme le programme EPT, le Comité National Equité. Sur cette base, il est centré sur l'intérêt de l'école et sur son ouverture permanente à un changement qualitatif durable. En mettant la dimension communautaire et le partenariat au centre du processus de planification, l'approche développée par le PACEEQ a un caractère fédérateur qui inspire de nombreux partenaires au développement aussi bien du système éducatif que d'autres domaines d'activités intéressant la communauté comme le développement rural, l'assainissement hygiène, l'environnement entre autres. L'appropriation de cette approche devrait permettre d'assurer la pérennisation des acquis du projet.

Par rapport à cette approche, le projet est aussi en adéquation avec le processus de décentralisation engagé par le gouvernement depuis le début des années 1990.

- **7.2 Impact sur le système éducatif et la qualité de l'école**

Il est difficile d'individualiser les impacts du projet sur les différentes composantes de la communauté et de l'école. Dans bien de cas, l'impact sur un groupe d'institutions et de bénéficiaires se prolonge sur les autres.

Toutefois, sur l'école et son environnement on peut noter que la gestion a été plus aisée là où les APEAE ont été formées. Les membres des bureaux s'expliquent selon une logique et ont acquis un bon raisonnement.

Le niveau des élèves a été relevé, notamment les filles, grâce au programme de révision et la motivation des bourses.

Les écoles appuyées par le PACEEQ sont plus convoitées parce que mieux organisées, plus sécurisées et faisant de bien meilleurs résultats scolaires, comparativement à certaines écoles n'ayant pas bénéficié d'appuis.

Lorsque les conditions d'accès à l'école et d'équité sont assurées aux filles, on observe dans 52% des cas visités qu'elles sont les premières et que leur taux d'admission au Collège est plus élevé

Comme le mentionnait le rapport d'évaluation finale du PACEEQ, nous avons pu vérifier dans la région de Kankan une expérimentation avec le « conseil scolaire » qui regroupe des APEAE PACEEQ et non PACEEQ et contribue à la diffusion du message PACEEQ. Cette démarche confirme le plus simplement possible la réceptivité des populations à l'approche et au message de participation communautaire à l'éducation de base.

En raison de la qualité donnée à l'environnement de l'école, les élèves ont tendance, même après les cours, à rester dans son enceinte, somme toute agréable et sécurisante. Les mesures d'assainissement, d'hygiène et de sécurisation ont rendu l'école plus agréable à vivre pour les élèves.

Cependant, du fait de l'appui apporté aux APEAE dans l'amélioration de l'école, les demandes de scolarisation se sont considérablement accrues et l'engouement des parents à amener les enfants à l'école. La tendance de départ où les parents n'étaient pas motivés à aller vers l'école s'est inversée, causant ainsi de sérieux problèmes de recrutement pour les Directeurs d'écoles.

- **7.3 Impacts du PACEEQ sur les APEAE et la communauté**

Les APEAE ont acquis de la confiance en elles-mêmes. Elles ont acquis une légitimité et se sont imposées comme partenaires indispensables du système éducatif. En demeurant également un instrument efficace de résolution des conflits entre la communauté et entre la communauté et l'école et au sein même de l'école, les APEAE contribuent au bon fonctionnement du système éducatif dans son ensemble.

Le PACEEQ a permis de créer un partenariat basé sur la confiance, sur la complémentarité, sur l'écoute, sur la compréhension de ce que chacun peut contribuer, ce se traduit par une très bonne harmonie entre l'école et la communauté.

Les APEAE non encadrées s'inspirent de plus en plus des écoles appuyées à travers les visites d'échange et les programmes radiophoniques pour organiser leurs écoles. Certaines coordinations sous-préfectorales incluent des représentants d'APEAE non soutenues par PACEEQ pour leur permettre de s'inspirer progressivement de l'expérience du projet.

Le PACEEQ a permis de créer un noyau de personnes ressources dans la communauté. Les membres des bureaux sont, soit membres des coordinations, soit présidents de districts ou même de CRD. Les capacités d'élaboration du plan d'action se sont renforcées.

Les APEAE savent identifier leurs problèmes, leurs besoins et formuler conséquemment des plans d'action à la suite du DPC. Cette capacité de planification participative est un outil ou passerelle entre beaucoup de projets de développement communautaire décentralisé et de développement rural.

La participation du PACEEQ au renforcement de processus de démocratisation sociale et politique qui pourrait se traduire en impact positif aux niveaux des organisations sous-préfectorales et préfectorales. Ce processus a ouvert une opportunité aux femmes et aux jeunes, jadis marginalisés dans le système de prise de parole et de décision de s'exprimer sur les affaires de l'école et de la communauté.

Il se trouve aussi que le renforcement de la démocratie à la base créé par le PACEEQ et qui s'appuie sur l'école converge avec la politique de décentralisation menée par le gouvernement et contribue du coup à faciliter la gouvernance locale.

Malgré tout et quelque soit la zone dans laquelle on se trouve et le niveau de performance de l'APEAE, l'école est devenue un centre d'intérêt pour la communauté. La légitimité et la responsabilité que le PACEEQ leur a offert d'avoir une autorité, un contrôle et un suivi sur l'école sont considérées par les bénéficiaires comme irréversibles et un acquis que rien ne peut leur enlever.

Les APEAE ont acquis une autorité dans la communauté et s'impose comme un partenaire incontournable du système éducatif, en témoigne aussi le texte pris par le Ministère de l'Enseignement de base qui redéfinit le rôle et les responsabilités des APEAE et de l'administration. Contrairement à sa position de subordination au Directeur de l'Ecole avant, l'APEAE est devenue un partenaire actif. Le patrimoine de l'école fait l'objet de plus d'attention. Les APEAE et la communauté font de l'école un patrimoine précieux sur lequel ils ont un droit de contrôle, de suivi et un devoir de responsabilité qu'ils vont continuer à préserver même sans appui extérieur.

Les mentalités et les habitudes sur la scolarisation de la jeune fille ont favorablement évolué.

Le projet a contribué à valoriser l'autorité et le contrôle des parents et de la communauté sur l'école, en aidant à leur structuration.

Il a permis en outre de créer une ressource en développant l'autorité morale de la communauté.

Les APEAE sont mieux structurées, mieux outillées à gérer les ressources, à élaborer des plans d'action dynamiques et des programmes d'activités conséquents.

Le partenariat s'est établi comme un mode de gestion adapté de l'école. Non seulement les APEAE sont perçus comme partenaires incontournables du système éducatif, mais aussi et surtout un réseau de relations opérationnelles liant les différents acteurs, à savoir les ONG locales, les Coordinations, les Directeurs d'écoles, les alliances et les élus locaux. Le PACEEQ a permis une émergence du partenariat au niveau national car ce n'était pas évident au début de créer une dynamique de travail entre un nombre si élevé d'acteurs d'expériences diverses. Le projet a ouvert la voie à l'institutionnalisation du rôle et des attributions des APEAE, ainsi que les responsabilités de l'administration scolaire, à travers le texte pris par le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Education Civique.

Avec les personnes formées, la communauté dispose de personnes ressources capables par endroit, d'assurer la formation et le suivi. Nombreux sont les membres des bureaux d'APEAE qui sont membres de coordinations ou de CRD.

Dans toutes les activités, la prise en compte de la dimension communautaire dans la réflexion est devenue un réflexe.

Le projet a permis de modifier les habitudes de travail, ainsi que les relations entre les acteurs de l'école qui sont devenues des relations de partenaires.

D'autres partenaires comme l'UNICEF, le PAM ont pu mieux accéder aux écoles appuyées grâce à cet esprit d'ouverture qui a été créé par le PACEEQ.

L'exercice de planification est devenu un réflexe pour les APEAE qui déterminent les activités, budgétisent, hiérarchisent et établissent les responsabilités dans la mise en œuvre. Cette démarche de planification inspire d'autres partenaires au développement de la communauté, comme certains projets de développement rural décentralisé dans le pays.

L'obligation en matière de transparence a développé une tradition de compte rendu, d'établissement de rapports financiers, de justificatifs de dépenses et d'éthique dans la gestion.

Le projet a inculqué une culture de gestion et de transparence dans la conduite de l'école et qui est sur le point d'être appliqué dans tous les domaines d'intérêt communautaire par d'autres projets de développement. Initiés par des ONG ou des agences de développement travaillant dans le domaine de l'enfance.

Par ailleurs, il y a une demande d'assistance très forte et très pressante des APEAE non appuyées par les APEAE assistées, notamment dans l'organisation de l'école, l'élaboration des documents de travail.

Partout où les APEAE ont été formées, la communauté a pu tirer profit en les mettant à la tête, soit au niveau des coordinations, soit au niveau de la Fédération ou alors au niveau des districts ou des CRD. Ils sont devenus des membres influents de la Communauté et fréquemment sollicités dans la gestion des écoles, le plaidoyer, la négociation et la gestion des conflits.

Les APEAE appuyées sont très sollicitées par les APEAE non encadrées parce que la gestion des écoles PACEEQ est plus aisée, les résultats sont bien meilleurs, les écoles sont plus sécurisées et plus agréables à vivre parce que mieux entretenues.

Enfin, le PACEEQ a permis de renforcer les relations entre les autorités scolaires et les APEAE et les formations ont créé un dialogue et suscité une coopération dynamique entre l'école et la communauté.

8. Facteurs affectant la durabilité de l'impact

De nombreux facteurs peuvent influencer, soit négativement, soit positivement les acquis du projet dans les court et long termes. Ils se présentent, de ce point de vue, comme étant les forces et les faiblesses qui pourraient servir de leçons dans la poursuite des actions du PACEEQ ou dans la formulation de nouveaux projets d'appui à l'école par d'autres partenaires.

8.1 Facteurs positifs ou points forts :

- Les APEAE et les communautés ont pris conscience de leurs responsabilités dans la gestion de l'école;
- Tous les membres des bureaux ont reçu des formations qui leur ont permis de contribuer à la qualification de l'école;
- Le Plan d'action s'instaure comme un outil de planification, mais aussi de mobilisation et d'utilisation de ressources adapté et consensuel dont l'intérêt est bien compris par les acteurs; toutes les APEAE élaborent un plan d'action qui est aussi un outil de plaidoyer;
- Les APEAE ont acquis une capacité de plaidoyer et de négociation qui leur permet de rechercher des partenaires et des financements;
- Un transfert de compétences reposant sur un réseau local d'ONG en collaboration avec les coordinations;
- L'intérêt de scolariser les filles au même titre que les garçons est bien perçu par toutes les composantes de la communauté, à en croire les taux de recrutement et les mesures encourageantes prises par les parents d'élèves dans ce domaine;
- Le processus de planification participative communautaire est une source d'inspiration pour les projets de développement rural décentralisé et un outil fédérateur des interventions;
- Les relations entre l'administration de l'école, les parents d'élèves et la communauté sont des relations de partenariat; l'instauration de la culture du partenariat et de la concertation autour de l'école se traduit dans les autres domaines d'activités de la communauté;

- Malgré la faiblesse de leurs ressources et les multiples charges auxquelles elle fait face, la communauté fait preuve d'un engagement permanent à prendre en charge les enseignants contractuels en matière de logements, de nourriture et parfois de modestes primes, bien que cela relève du domaine de l'administration;
- L'institutionnalisation du cadre de collaboration entre les APEAE, l'administration scolaire, les autorités à travers le texte du Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire définissant clairement le rôle, les responsabilités des différents acteurs sur la gestion de l'école;
- Une culture de bonne gestion des ressources financières et de transparence s'installe dans les activités de l'école grâce à l'appui du projet.

8.2 Facteurs négatifs ou faiblesses :

- Les stratégies de mobilisation des ressources sont limitées sur le court terme et les APEAE n'envisagent, entre autres, en compensation, aucune activité génératrice de revenus d'appoint;
- Il y a une pléthore d'élèves dans beaucoup de classes et inversement un manque d'enseignants dans de nombreuses écoles;
- Les enseignants communautaires et contractuels qui ne sont pas pris en charge par le Budget du Ministère de l'Éducation sont pratiquement à la charge de la communauté et cette situation grève sur le peu de ressources disponibles;
- La couverture géographique du PACEEQ reste encore très limitée par rapport à la demande d'appui;
- Le programme de bourses accordé aux filles est limité par rapport à la demande;
- La persistance des préjugés sur la scolarisation des filles surtout dans les zones fortement islamisées (Nord-Est du Fouta comme à Koubia) et les zones fortement conservatrices comme la zone diallonké à Faranah ou dans le mandé à kankan;

- Les personnes ressources et certains membres de bureaux ont des occupations qui les éloignent pendant longtemps de la localité;
- La faible interaction des activités des APEAE et des alliances sur les aspects équité/genre.

9. Recommandations :

Pour que les acquis du PACEEQ puissent être capitalisés de manière durable et servir d'orientations pour les actions futures, un certain nombre de recommandations ont été faites et vont à l'endroit des différents partenaires de l'école que sont l'administration scolaire au tout premier chef, les APEAE qui sont les bénéficiaires du projet, l'USAID en tant que bailleur de fonds et les ONG coopérantes chargées de la mise en œuvre. Ces recommandations s'inscrivent dans une large mesure dans une optique de pérennisation des acquis du projet. Il faut mentionner que ces recommandations sont en grande partie l'émanation des APEAE, car les bénéficiaires dans leur majorité ont souhaité que les appuis de l'USAID à l'éducation de base puissent être poursuivis, consolidés et amplifiés.

9.1 Recommandations en direction de l'administration scolaire :

- Dans le souci de pérenniser et d'optimiser les effets synergiques des interventions diverses en faveur de l'école, les autorités scolaires doivent recruter davantage d'enseignants, en particulier en faveur des écoles des zones rurales et assurer leur prise en charge par le budget national de développement. Cette mesure permettrait de libérer les parents d'élèves et la communauté de cette obligation de payer, de loger des enseignants communautaires ou contractuels et de consacrer les maigres ressources financières à d'autres activités; dans le même sens, l'Etat devra rechercher auprès des partenaires multilatéraux des financements permettant de construire encore des écoles dans le pays et davantage en zone rurale.
- Construire de nouvelles écoles pour répondre aux besoins de plus en plus croissants de recrutement, surtout en milieu rural, non seulement avec les ressources de l'Etat, mais aussi avec le concours des partenaires du système éducatif;
- Assurer une meilleure répartition et une bonne gestion du personnel enseignant entre les écoles primaires du pays, en jugulant les pléthores observées au niveau des centres urbains au détriment des zones rurales; cela pourrait aussi inclure l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de recrutement et de maintien des enseignants en milieu rural.

- Recruter des femmes enseignantes en milieu rural et assurer leur prise en charge. Il semblerait que cela ait une influence positive sur le recrutement des jeunes filles.
- Elaborer, avec l'appui des APEAE, un mécanisme de suivi des filles au-delà du cycle primaire pour bien apprécier leur maintien et leur réussite, bien que le domaine d'intervention de l'éducation de base ne concerne que le primaire.
- Diffuser l'approche participative communautaire à l'ensemble du système éducatif;
- Aider à l'élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités des partenaires, en particulier les coordinations et la FEGUIPAE, en utilisant au mieux la démarche du projet;

Ces recommandations permettront de régler d'abord le problème des classes à mi-temps et des classes multigrades, d'améliorer le taux de scolarisation et offrir aux APEAE l'opportunité de dégager des ressources supplémentaires destinées à des activités d'amélioration directe de la qualité de l'école.

9.2 Recommandations aux APEAE de base :

- Vu les faibles capacités de mobilisation des ressources, il est recommandé aux APEAE, dans leurs différents plans d'action d'initier des activités génératrices de revenus pour la communauté afin de pouvoir face à certaines dépenses locales en faveur de l'école.
- Veiller de manière plus rigoureuse à la tenue correcte et régulière des documents de travail de l'APEAE.
- Poursuivre les activités de sensibilisation des parents et de la communauté sur la scolarisation de la jeune fille.
- Poursuivre et intensifier les activités de sensibilisation des parents, de la communauté et des élèves sur la santé et les IST/SIDA.
- Intensifier les activités de reboisement dans l'enceinte pour rendre l'école plus agréable.
- Encourager et impulser les activités récréatives et sportives au sein de l'école, ainsi que l'organisation des cantines scolaires.
- Poursuivre et amplifier les activités d'alphabétisation en les assimilant davantage des activités spécifiques des bénéficiaires.

- Promouvoir le tuteurage des élèves afin d'améliorer le maintien et la réussite.
- Promouvoir et encourager les mesures alternatives d'allègement des travaux domestiques, ainsi que les mesures discriminatoires positives en faveur du recrutement, du maintien et de la réussite de la jeune fille.

9.3 Recommandations aux Coordinations :

- Promouvoir les rencontres et ateliers bilans entre les APEAE au niveau régional pour dynamiser les échanges et partager les leçons.
- Faciliter l'interaction des activités des APEAE et des alliances sur la scolarisation, le maintien et la réussite de la jeune fille.
- Renforcer le partenariat avec les ONG locales pour le transfert et la consolidation des activités de formation.

9.4 Recommandations à l'USAID et des ONG :

Toutes les parties prenantes (administration scolaire, APEAE, coordinations, ONG, autorités locales) conviennent que le projet est arrivé à des résultats globalement satisfaisants et ont souhaité que le PACEEQ soit poursuivi, étendu géographiquement et consolidé au regard des changements positifs qu'il a apportés à l'école et à la communauté. Les activités d'un probable futur projet pourraient être recentrées essentiellement sur le renforcement des capacités des APEAE et des structures fédératives afin de valoriser la synergie avec les autres intervenants du système éducatif. Pour cela, l'USAID et les ONG qui ont été chargées de la mise en œuvre devraient veiller aux recommandations suivantes :

- Apporter un appui à la diffusion des documents de capitalisation du projet à tous les acteurs du système éducatif, en particulier les documents issus des foras préfectoraux, régionaux et national contenus dans le rapport du forum national sur les acquis du projet
- Aider les APEAE à élaborer une stratégie durable de mobilisation des ressources, y compris en aidant à trouver un mode de souscription adapté et supportable pour les populations, car la communauté est confrontée parfois à plusieurs types de contribution dans les projets de développement dont ils bénéficient.

- Etant donné que les coordinations des APEAE sont les mieux placées pour fédérer les APEAE, il faudra les aider à se structurer et renforcer leurs capacités de planification pour créer une dynamique d'échanges, d'impulsion des autres APEAE.
- Capitaliser les formations à travers l'élaboration des manuels et des modules aussi bien en Français qu'en Langues nationales et inclure des modules de formation sur les activités génératrices de revenus.
- Poursuivre et amplifier le programme alphabétisation et post-alphabétisation en focalisant les formations sur les activités spécifiques des populations cibles.
- Etendre le programme bourses à l'ensemble du cycle du primaire, étant donné que beaucoup de filles se retrouvent dans une situation quasi-vulnérable, notamment en faisant les premiers pas vers l'école où les besoins sont aussi plus accrus.
- Elaborer et mettre en œuvre un mécanisme permanent de suivi des formations et des activités d'alphabétisation, en collaboration avec les APEAE.
- Appuyer à l'élaboration de canevas de rapports financiers et de rapports d'activités annuels.

10. Conclusions générales

L'approche du projet est une démarche qui met la dimension communautaire au centre du processus de planification et d'opérationnalisation des activités du PACEEQ.

Les formations dispensées ont été bien appréciées par les bénéficiaires et se sont avérées efficaces parce qu'elles ont permis une meilleure structuration des APEAE, le renforcement des pratiques démocratiques locales. Le projet a permis de montrer que l'école appartient à la communauté, mais aussi, sa mise en pratique. Les écoles fonctionnent différemment d'avant.

Si le projet a permis aux APEAE et aux communautés de bien s'organiser, il faut noter que cette structuration est un long processus qu'il faudra accompagner et consolider.

Le projet a introduit une approche participative et un processus de planification communautaire. Il a permis à la communauté de se structurer et de se doter d'outils de planification et de travail. Il a créé un noyau de personnes ressources et une autorité.

Même si le projet est arrivé à des résultats satisfaisants, les activités méritent d'être consolidées, poursuivies.

Le PACEEQ a été perçu comme un projet ayant contribué de manière positive à l'amélioration du système éducatif en Guinée. En aidant à renforcer et à structurer les APEAE et renforcer leurs capacités d'organisation et de gestion, il a permis de changer fondamentalement les relations entre l'école et la communauté.

De ce point de vue, les objectifs du projet ont été largement atteints. L'approche d'intervention, basée sur la participation de toutes les composantes de la communauté a facilité la mise en œuvre et l'appropriation du processus de planification.

Aujourd'hui, l'école est considérée comme un patrimoine commun et les APEAE et les partenaires actifs de l'école dont ils ont le contrôle et le suivi.

Si des changements importants ont pu être apportés par le projet, des défis restent encore à relever en matière de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des plans d'action, d'accroissement des infrastructures scolaires et de mise à disposition d'enseignants.

Le processus de transformation communautaire amorcé qui est long et évolutif devrait être soutenu jusqu'à son appropriation complète par les bénéficiaires. C'est pour cela que les activités de formation doivent être renforcées, réactivées et amplifiées et ce sont ces aspects que les partenaires devraient appuyer davantage en laissant à l'Etat les fonctions régaliennes de recrutement et de prise en charge d'enseignants dans le budget national de développement.

Dans l'état actuel des choses, quelques soient leurs lacunes et la disparité de leurs niveaux de performances, les APEAE sont conscientes de la légitimité et de la mainmise qu'elles ont acquises sur l'école et qu'elles n'entendent par conséquent pas perdre. Tous les partenaires devraient aider à capitaliser ces acquis.

En conclusion, il faut noter que le PACEEQ a généré deux acquis importants qui constitueront à coup sûr une source d'inspiration pour de nombreux partenaires qui devront intervenir dans le développement durable à la base et cela, quelque soit le secteur d'activités. Il s'agit : (i) ***de la prise en compte de la dimension communautaire dans le processus de planification*** et (ii) ***le développement du partenariat dans les stratégies d'intervention***. L'appropriation des acquis des projets d'appui au développement par les bénéficiaires est au prix de ces démarches.

Annexes

Annexe 1 : GUIDE D'ENTRETIEN : APEAE

Identification

APEAE de :

Date de création :

Localisation :

Sous-préfecture/CRD /CU :.....

Préfecture de :

Organisation et gestion

- Existence de statuts et de règlement intérieur
- Périodicité de la tenue des réunions (tel que prévu et tel que réalisé)
- Périodicité de la tenue de l'assemblée générale (tel que prévu et tel que réalisé)
- Composition du Bureau (nombre dont femmes et postes occupés par les femmes)
- Disposez vous de documents administratifs (registres, PV, documents comptables)
- Comment avez-vous procédé pour la mise en place de votre Bureau (élection avec bulletin secret, à main levée, simple désignation)

Situation de référence

- Avant l'arrivée du PACEEQ (1997 pour Mamou et 2001 pour les autres régions), comment se présentait votre APEAE (du point de vue organisation, gestion, planification, niveau de formation, relations avec l'administration scolaire etc..)

Activités de l'APEAE

- Quelles sont les activités menées par l'APEAE dans le cadre du PACEEQ
- L'APEAE dispose-t-elle d'un plan d'action et si oui, quel en est le contenu en terme d'activités ?
- Quel est le mode d'intervention de l'APEAE dans la mise en œuvre des activités
- Quelles sont les formations que vous avez reçues (nombre de formations, durée, groupes cibles)
- A quoi ces formations vous ont servi
- Est-ce que vous continuez à faire une analyse des résultats scolaires et des réunions avec l'administration scolaire ?
- Quelles sont les activités que vous avez menées et que vous continuez à mener pour le maintien des jeunes filles à l'école ?

Caractéristiques des membres

- Quel est l'âge moyen des membres de l'APEAE (plus âgée et plus jeune) ?
- Quel est le niveau d'instruction des membres ?
- Quelles sont les catégories professionnelles ou activités des membres de l'APEAE ?

Mobilisation des ressources

- Quelles sont les ressources financières, matérielles que l'APEAE a pu mobiliser depuis sa création ?
- A quel pourcentage ces ressources ont pu contribuer à la réalisation du programme d'activités de l'APEAE ?
- Quelles sont, le cas échéant, vos sources additionnelles de ressources ?
- Dans quel domaine d'activités vous utilisez vos ressources propres ?

Partenariat

- Quelles sont vos relations avec les Alliances, les coordinations, les structures scolaires et les ONG et quels sont les types de relations
- Comment l'administration scolaire intervient dans vos activités
- Comment appréciez vous la collaboration avec vos différents partenaires.

Résultats obtenus

- Quels sont les résultats que vous avez obtenus depuis votre création, notamment sur la scolarisation des filles, de leur maintien et de leur réussite (disposez-vous de chiffres sur ces aspects) ?
- Quels sont les changements que vos activités ont pu induire dans la communauté, en particulier sur l'amélioration de la qualité de l'école avec son environnement ?
- Qu'est ce que le PACEEQ vous a aidé à faire que vous ne pouviez pas faire ?
- Comment avez-vous transféré l'expérience que vous avez acquise avec le PACEEQ aux autres partenaires de l'école ?
- Comment les résultats du Projet sont partagés entre les acteurs (y a-il possibilité d'utiliser l'expérience PACEEQ pour renforcer d'autres APEAE non encadrées, de partager le plan d'action avec les autres partenaires)
- Quels sont les résultats en matière d'alphabétisation et à quoi ils ont servi et vont servir ?

Appréciation du PACEEQ

- Comment appréciez vous le PACEEQ, son approche, ses résultats ?
- Selon vous qu'est ce qu'on devrait améliorer dans l'approche ?
- Est-ce que vous pensez que vous êtes suffisamment outillés aujourd'hui pour poursuivre les activités dévolues aux APEAE
- Quels sont les domaines dans lesquels l'impact du PACEEQ est le plus visible, le plus apprécié, le plus durable ?
- Quels sont les domaines dans lesquels vous estimez que vous avez encore des faiblesses ?
- Quels sont les domaines dans lesquels vous estimez avoir acquis suffisamment d'expérience que vous pourrez partager et consolider avec les autres acteurs de l'école

Situation après projet

- Après l'intervention du PACEEQ, comment voyez vous votre situation du fait de l'appui qui vous a été apporté (organisation, gestion, tenue de réunions, initiatives, formation, relations avec l'administration scolaire et les autres partenaires de l'école etc..)

Difficultés rencontrées

- Quelles sont les principales difficultés auxquelles votre APEAE est confrontée ?
- Quelles sont les principales stratégies mises en œuvre pour surmonter ces difficultés, leur efficacité et que pensez vous faire davantage pour renforcer et pérenniser votre intervention dans la communauté ?

Annexe 2 : Echantillon d'APEAE de l'étude

Région	Préfecture	S/Préf/CRD/CU	APEAE	Milieu	Nombre
FARANAH	Faranah	Maréla	Maréla	Rural	1
		Tiro	Tiro 1	Rural	1
		Commune	Aviation	Urbain	1
	Dabola	Commune	Hussen Zaher	Urbain	1
		Bissikrima	Bissikrima	Rural	1
Sous-total					5
KANKAN	Kankan	Commune	Kankankoura	Urbain	1
		Commune	Bordo	Urbain	1
		Karfamoriah	Karfamoriah	Rural	1
		BatéNafadji	Baté Nafadji	Rural	1
	Kouroussa	Commune	Plateau	Urbain	1
		Cisséla	Kouroukoro	Rural	1
		Sanguiana	Saraya	Rural	1
Sous-total					7
LABE	Labé	Commune	Pounthioun II	Urbain	1
		Commune	Camp El Oumar	Urbain	1
		Hafia	Hafia	Rural	1
		Popodara	Popodara	Rural	1
	koubia	Commune	Koubia centre	Urbain	1
		Pilimini	Pilimini	Rural	1
		Missira	Saré Kindja	Rural	1
	Tougué	Commune	Tougué 1	Urbain	1
		Tangaly	Tangaly	Rural	1
		Konah	Konah	Rural	1
Sous-total					10
MAMOU	Mamou	Konkouré	Konkouré gare	Rural	1
			Kendouma	Rural	1
		Boulliwel	Kelliwol	Rural	1
		Commune	Boulbinet	Urbain	1
	Dalaba		Syli	Urbain	1
		Commune	Djiguiwel	Rural	1
	Pita	Commune	Guémè	Urbain	1
	Timbi Madina	Laabha	Rural	1	
Sous-total					8
Total					30

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

N°	Prénoms et Nom	Institution	Fonction	Localisation
1	M. Séni DIOP	PACEEQ	Directeur	Mamou
2	Mme Naomy REICH	PACEEQ	Direct. Adjointe	Mamou
3	Naby Ibrahima DIAKITE	RTI	Coord P.Maillon	Conakry
4	Hassan DIALLO	RTI	Projet Maillon	Conakry
5	Abdoul Rahmane DIALLO	WEG	Chef Suivi-Evaluation	Mamou
6	Mdou Baïlo BARRY	Ecole Primaire	Directeur	Konkouré
7	Kandé CAMARA	C/S/P/APEAE	Président	Konkouré
8	Mody Oumar DIALLO	APEAE	Président	Boulbinet
9	Ousmane DIALLO	APEAE	Trésorier	Konkouré gare
10	Alpha Mamadou BAH	Ecole Primaire	Directeur	Boulbinet
11	EIH.Mdou Sosso KEITA	APEAE	Commissaire Compte	Boulbinet
12	Mamadou TRAORE	APEAE	Commissaire Compte	Boulbinet
13	Abdouramane SANGARE	APEAE	Trésorier	Boulbinet
14	Mody Abdoul SOW	APEAE	Président	Kendouma
15	Abdoul Djibril SOW	APEAE	Secrétaire administ.	Kendouma
16	Alhassane BARRY	APEAE	Secrétaire organisat°	Kendouma
17	Mme Rouguiatou SOW	APEAE	Secrét organisation	Kendouma
18	EIH.Radjaghi SOW	APEAE	Président	Kelliwol
19	Amadou SOW	APEAE	Secrétaire adm.	Kelliwol
20	Mme Mariama H.K BARRY	APEAE	Secrétaire organisat°	Marela
21	Mathieu D. TOURE	Ecole Primaire	Directeur	Marela
22	Daouda DOUMBOUYA	Sous-Préfecture	Sous-Préfet	Marela
23	Alpha Oumar DIAKITE	DSEE	DSEE	Marela
24	Doura TOURE	APEAE	Président	Aviation-Farana
25	Mme Mariama DIALLO	APEAE	Sec. Scolarisat° filles	Aviation-Farana
26	Mme Doussou CISSE	Ecole primaire	Directrice	Aviat° -Faranah
27	Sékou Dian KEITA	Sous-préfecture	Sous-préfet	Tiro
28	Faoussou CAMARA	APEAE	Président	Tiro 1
29	Mme Fanta CONDE	Alliance	Présidente	Tiro
30	Mamadi CAMARA	C-S/P APEAE	Président	Tiro
31	Mme Koumba KEITA	APEAE	Vice-Présidente	H.Zaher-Dabola
32	Alphadio FADIGA	APEAE	Trésorier	H.Zaher-Dabola
33	Fodé Moussa TOURE	Ecole primaire	Directeur	H.Zaher-Dabola
34	Mamadou TRAORE	Ecole primaire	Directeur	Bissikrima
35	Sidiki TRAORE	DSEE	DSEE	Bissikrima
36	Mamadou SYLLA	APEAE	Président	Bissikrima
37	Madiou BAH	APEAE	Vice-Président	Bissikrima
38	Cheik Sadibou DABO	APEAE	Secrétaire adm.	Kouroukoro
39	Baba DABO	APEAE	Trésorier	Kouroukoro
40	Mamadou CONDE	Ecole primaire	Directeur	Kouroukoro

Liste des personnes rencontrées (suite)

N°	Prénoms et Nom	Institution	Fonction	Localisation
41	Gbérémary CAMARA	APEAE	Président	Saraya

42	Mamoudou CONDE	APEAE	Secrétaire adm.	Saraya
43	Ibrahima DOUNO	APEAE	Président	Plateau-Kssa
44	Namory CAMARA	APEAE	Trésorier	Plateau-Kssa
45	Mme Fanta KANTE	APEAE	Secrétaire org.	Plateau-Kssa
46	Diarra KOUROUMA	Ecole primaire	Directeur	Plateau-Kssa
47	Mory SAGNO	APEAE	Président	Bordo-Kkan
48	Adama FARO	APEAE	Secrétaire adm.	Bordo-Kkan
49	Mme Agnès LOUA	APEAE	Sec.Scolar.j filles	Bordo-Kakn
50	Moh. Lamine BANGOURA	Sous-préfecture	Sous-préfet	Baté Nafadji
51	Mamadi KABA	APEAE	Président	Baté Nafadji
52	Mamadi CONDE	APEAE	Trésorier	Baté Nafadji
53	Badra CAMARA	Ecole primaire	Directeur	Baté Nafadji
54	Mansa Kabiné TOURE	APEAE	Secrétaire adm.	Baté Nafadji
55	Kélouma MANSARE	Ecole primaire	Directeur	Karfamoriah
56	Djibril KABA	APEAE	Président	Karfamoriah
57	Alhassane KANTE	Sous-préfecture	Sous-préfet	Karfamoriah
58	Karamo KONATE	APEAE	Président	Kankankoura
59	Djibril CONDE	APEAE	Sec.Scolar.J filles	Kankankoura
60	Aboubacar KEITA	APEAE	Ancien Président	Kankankoura
61	Fanta DOUMBOUYA	APEAE	Vice-Présidente	Kankankoura
62	EIH. Mamadou FOFANA	APEAE	Président	Syli-Dalaba
63	Moumini BARRY	APEAE	Trésorier	Syli-Dalaba
64	EIH. Abdouramane BARRY	C-S/P APEAE	Président	Mitty-Dalaba
65	Mdou Baïlo DIALLO	APEAE	Président	Djiguiwel
66	Mme Roughayatou BAH	APEAE	Vice-Présidente	Djiguiwel
67	Mamadou BALDE	Ecole primaire	Directeur	Djiguiwel
68	Thierno Oumar BAH	APEAE	Président	Labha-Timbi
69	EIH.Mdou Bhoïe BAH	APEAE	Vice-Président	Labha-Timbi
70	Amadou Timbi BAH	C-S/P APEAE	Secrétaire adm.	Timbi
71	Mamadou Ciré BAH	APEAE	Président	Tangaly
72	Hassane DIALLO	APEAE	Secrétaire adm.	Tangaly
73	Mme Ramata KANTE	APEAE	Secrétaire org.	Tangaly
74	Mamadou Télitel DIALLO	Ecole primaire	Directeur	Konah
75	Mody M. Saïdou BALDE	C-S/P APEAE	Président	Konah
76	Mamadou Saïdou DIALLO	APEAE	Vice-Président	Konah
77	Mme Adama Baïlo DIALLO	APEAE	Trésorière	Konah
78	Mdou Sadio Iben SOW	Sous-préfecture	Sous-préfet	Konah
79	Saïkou Yaya BALDE	APEAE	Président	Tougué 1
80	Mody Oumar SOW	APEAE	Trésorier	Tougué 1

Liste des personnes rencontrées (suite et fin)

N°	Prénoms et Nom	Institution	Fonction	Localisation
81	Issiagha Koubia DIALLO	Ecole primaire	Directeur	Koubia
82	EIH. Boubacar DIALLO	APEAE	Ancien Président	Koubia
83	Mdou Mouctar DIALLO	APEAE	Ancien VPrésident	Koubia
84	Ibrahima Kindi CISSE	APEAE	Président	Koubia
85	EIH. Mdou Aliou DIALLO	APEAE	Secrétaire Sport	Koubia
86	Mdou Aliou BALDE	Sous-préfecture	Sous-préfet	Missira-Koubia
87	Mamadou Saliou SOW	Ecole primaire	Directeur	SaréKindja
88	Mamadou Saliou BALDE	APEAE	Président	Sarékindja
89	Ousmane Ndiaye BALDE	APEAE	Trésorier	Sarékindja
90	Souleymane BARRY	APEAE	Conseiller	Sarékindja
91	Mamadou Dian BAH	Sous-préfecture	Sous-préfet	Popodara
92	Mamadou Mouctar DIALLO	Sous-préfecture	Sous-préfet adj.	Popodara
93	EIH. M. Garanké DIALLO	C/S/P/APEAE	Président	Popodara
94	Mamadou Yaya DIALLO	APEAE	Président	Popodara
95	Mme Fina Gnalen CAMARA	Ecole primaire	Directrice	Camp EO Labé
96	Mme Germaine TOLNO	APEAE	Secrétaire Adm.	Camp EO Labé
97	Gallé CAMARA	APEAE	Vice-Président	Camp EO Labé
98	Mme Mariama SOW	APEAE	Sec.C/scol.j.filles	Camp EO Labé
99	Oumar KANTE	APEAE	Secrétaire Adm.	Pilimini
100	Mme M.Dalanda BAH	APEAE	Vice-présidente	Pilimini
101	Mme M.Diouldé BAH	Alliance	Présidente	Pilimini
102	Amadou Oury DIALLO	Ecole primaire	Directrice	Pilimini
103	Mamadou SOW	Sous-préfecture	Sous-préfet	Hafia-Labé
104	Th° Alpha Oumar DIALLO	APEAE	Président.	Hafia-Labé
105	Mody Mdou Oury DIALLO	APEAE	Ancien Président	Hafia-Labé
106	Mody Hamidou DIALLO	APEAE	Secrétaire Org.	Hafia-Labé
107	Amadou Kansaghel BAH	Coord.Préf/APEAE	Président	Pita
108	Mamadou L. BAH	APEAE	Secrétaire adm.	Guémé-Pita
109	Amadou BAH	FEGUIPAE	Membre	Pita
110	Noua TRAORE	FEGUIPAE	Membre	Mamou/Ckry

Annexe 4 : Termes de référence de l'Etude sur l'impact à long terme, de l'appui du Projet PACCEQ aux APEAE de base des régions de Mamou, Faranah, Labé et Kankan

1. CONTEXTE GENERAL ET DESCRIPTION DU PACEEQ

Le Projet de Participation Communautaire à l'Education de base pour l'Equité et la Qualité (PACEEQ), financé par l'USAID/Guinée est exécuté par World Education en partenariat avec quatre autres institutions américaines (Save the Children US, Academy for Educational Development, Education Development Center et Research Triangle Institut) dans le but d'assurer une contribution significative des communautés dans l'amélioration de la qualité de l'éducation surtout en zones rurales et, particulièrement, pour les jeunes filles.

Le but de la deuxième phase (2005-2006) était de poursuivre l'atteinte des résultats de l'Objectif Stratégique (SO3) de l'USAID et la consolidation de deux résultats intermédiaires à savoir : *Participation Communautaire dans l'Education de Base (RI 3.3.)* et *Equité/Genre (Rural/Urban) dans l'Education de Base (RI 3.4.)* à travers :

- La poursuite de la mise en œuvre des activités actuelles et l'atteinte de résultats durables ;
- La pérennisation des activités et approches du projet ;
- Le recueil, l'analyse et la documentation des expériences de PACEEQ pour un partage des leçons apprises avec les parties prenantes, et l'information sur le développement de futures stratégies pour le secteur de l'éducation en Guinée.

Au cours de la phase d'extension, pour s'assurer de la poursuite de l'atteinte de résultats durables ainsi qu'une bonne documentation et le partage des meilleures pratiques, World Education et ses partenaires proposent, en collaboration avec les ONG locales, de mettre en œuvre les composantes ci-dessous :

- *Poursuite du renforcement de la participation communautaire et amélioration de l'équité/genre (rural/urbain) dans l'Education ;*
- *Consolidation du partenariat entre l'administration scolaire et les APEAE ;*
- *Renforcement de la capacité organisationnelle, de la représentativité et de la durabilité des Coordinations d'APEAE à tous les niveaux (sous-préfectoral, préfectoral, régional et national) ;*
- *Renforcement de la capacité organisationnelle des Alliances locales et du Comité National d'Equité pour assurer la durabilité des activités et approches du Projet ;*
- *Création et mise en place de stratégies pour assurer la durabilité des activités et des approches du Projet ;*
- *Etudes et enrichissement de la documentation du Projet pour le partage des leçons apprises avec les différentes parties prenantes.*

C'est dans le cadre des études et enrichissement de la documentation du Projet pour le partage des leçons apprises avec les différentes parties prenantes que PACEEQ a envisagé l'étude de l'impact à long terme, de l'appui du Projet PACCEQ aux APEAE de base des régions de Mamou, Faranah, Labé et Kankan.

2. OBJECTIFS DE L'ETUDE

Ces présents termes de référence sont élaborés pour le recrutement d'un(e) consultant(e) qui sera chargé (e) de réaliser l'étude d'impact.

L'étude d'impact vise à mesurer l'impact des interventions de World Education à la région de Mamou entre 1997 et 2001 et des appuis du projet PACCEEQ dans les régions de Faranah, Kankan et Labé entre 2002 et 2005, auprès des bénéficiaires et des partenaires du système éducatif.

Les réponses aux questions spécifiques ci-dessous (voir les questions par domaine) permettront au ou à la consultant (e) de s'adresser aux questions plus générales par rapport à l'impact du Projet PACCEEQ, notamment :

- Est-ce que certaines pratiques sont plus durables et prennent que d'autres ? Pourquoi ?
- La co-gestion de l'école est-elle effective ? Sinon, quelles en sont les raisons principales ?
- Est-ce que des tendances en terme de pérennisation sont observées au niveau de toutes les régions ciblées pour cette étude ?
- Les efforts des APEAE sont-ils suffisamment pris en compte par les autres acteurs du système éducatif ?

L'étude explorera l'impact du Projet PACCEEQ sur quatre volets : la gouvernance et la gestion ; le partenariat, la mobilisation des ressources et les actions menées par APEAE. Spécifiquement, l'étude adressera les questions suivantes :

Gouvernance et Gestion:

- Les réunions et assemblées générales périodiques sont-elles tenues conformément aux dispositions des Statuts et Règlement intérieur des APEAE ?
- Les documents de gestion administrative et financière sont-ils à jour ? Qu'en est-il de leur classement ? si oui, comment ?
- Les communautés sont-elles informées/impliquées dans les activités menées par les bureaux exécutifs des APEAE ?
- Quelle est la place des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décisions des APEAE ?
- Les APEAE continuent-elles l'élaboration des rapports d'activités et financiers ? Quelles appréciations faites-vous par rapport à la qualité ? Comment sont-ils valorisés ?

Partenariat :

- Quel est le niveau d'implication des autorités scolaires auprès des APEAE et structures fédératives ?
- Quelle est la perception de l'administration scolaire sur les activités des APEAE ?
- Les APEAE ont-elles des partenaires techniques et financiers ? Quels types de relations existent entre eux ?
- Quel type de relations y a-t-il entre les APEAE de base et les Alliances locales (là où elles existent) ?
- Quel type des relations y a-t-il entre les APEAE de base, les coordinations Sous préfectorales/communales, Préfectorales, Régionales des APEAE, les élus locaux, ONG et autres Associations de développement local ?

Mobilisation des ressources :

- Quel est le niveau de mobilisation des ressources ?
- Les ressources mobilisées sont-elles suffisantes pour la mise en œuvre des PAE des APEAE ? Sinon, quelles sont les voies de recours / stratégies pour combler le déficit de ressources notamment financières ?
- Quelles sont les difficultés majeures auxquelles les APEAE sont confrontées dans la mobilisation et la gestion des ressources ?

Actions menées :

- Y – a – t- il des progrès dans l'élaboration des plans d'action annuels ? Quelles améliorations sont constatées ? Quelles lacunes persistent ? Quelles sont les activités principales planifiées par les APEAE ?
- Les APEAE exécutent-elles de leurs PAE ? Si oui ? Quel est le niveau d'exécution des activités des PAE des APEAE ?
- Comment la promotion de l'éducation des filles se manifeste – t – elle dans les activités des APEAE ?

3. METHODOLOGIE

L'évaluation sera menée sous forme d'enquêtes sur la base de questionnaires appropriés élaborés par le ou la consultant(e) à cet effet et qui fera l'objet d'une administration au niveau des acteurs concernés (APEAE, Alliances locales, enseignants, communautés, collectivités, OSC, Administration scolaire, élèves, jeunes filles, partenaires de terrain...). Ces questionnaires seront conçus en prenant en compte les principaux indicateurs d'impact de World Education et du projet PACEEQ.

La démarche méthodologique repose sur :

- une enquête auprès des bénéficiaires (APEAE, Alliances, communautés, élèves, jeunes filles), à l'aide d'un questionnaire administré à un échantillon aléatoire de bénéficiaires repartis dans les préfectures de Mamou, Kankan, Faranah et Labé;
- une évaluation auprès des administrations scolaires aux niveaux de l'école, DSEE DPE, CRD, CU, OSC, ONG et projets partenaires;

4. EXPERTISE REQUISE ET RESPONSABILITE

L'étude sera réalisée par un(e) consultant(e) spécialiste en enquêtes et en évaluation d'impact. Il/elle devra être expérimenté(e) en évaluation de projets et en techniques de recherche qualitative auprès des communautés.

Le consultant travaillera sous la responsabilité directe du Directeur de PACEEQ.

Le Directeur de PACEEQ mettra à la disposition du consultant les moyens nécessaires à la bonne conduite de sa mission.

5. PRODUITS ATTENDUS

Les rendements suivants seront produits :

- Un rapport provisoire d'analyse des résultats de l'enquête (copie dur et électronique). Le ou la consultant(e) fera une présentation des résultats sommaires après la rédaction du premier rapport provisoire.

- Les fichiers électroniques contenant les résultats des interviews
- Un rapport final d'analyse des résultats de l'enquête (copie dur et électronique) qui intègre le feedback donné par l'équipe PACEEQ au cours de la présentation des résultats préliminaires. Le rapport s'occupera de toutes les questions de recherche spécifiques

6. ETAPES, DURÉE, CALENDRIER

Du point de vue de sa consistance, l'évaluation comprendra l'exécution de sept tâches suivantes :

Tâche 1	<i>Étude documentaire et rencontre avec les responsables du projet PACEEQ</i>	<i>1 jour</i>
Tâche 2	<i>Préparation des enquêtes et élaboration de questionnaires Échantillonnage, détermination des zones et codages</i>	<i>3 jours</i>
Tâche 3	<i>Réalisation des enquêtes de terrain</i>	<i>14 jours</i>
Tâche 4	<i>Saisie des données, traitement et analyse statistique des données.</i>	<i>3 jours</i>
Tâche 5	Rédaction de la version préliminaire du rapport	<i>4 jours</i>
Tâche 6	<i>Présentation de la version préliminaire du rapport</i>	<i>1 jour</i>
Tâche 7	<i>Correction du rapport et édition du rapport final, communication d'information et commentaires</i>	<i>2 jours</i>

Durée totale de la mission **28** jours

Références bibliographiques

1. Rapport sur l'évaluation qualitative des activités d'alphabétisation du PACEEQ-Juin 2003, 18 p;
2. Rapport annuel (Janvier –Décembre 2005)-PACEEQ-WEG, Déc.2005, 53 p;
3. RTI- Rapport d'évaluation du PACEEQ 2001-2005, Mai-Juin 2005, 79 p;
4. Rapport de synthèse de l'évaluation interne à mi-parcours des<alliances (Rapport final)- Kéfing Condé, Déc.2004, 63 p;
5. WEG- PACEEQ- 2004 Annual Report (January-Décembre 2004), 49 p;
6. PACEEQ- 2003 Annual Report (January-Décembre 2003), 46 p;
7. PACEEQ- Evaluation interne à mi-parcours: Rapport de synthèse préparé par Félipe TEJEDA, AGC/RTI, Novembre 2003, 39 p;